

République du Sénégal

Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU PLAN**



DIRECTION GENERALE DES FINANCES

**RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION
BUDGETAIRE
DEUXIEME TRIMESTRE 2015**

Juillet 2015

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS	3
CONTEXTE	4
I. RESSOURCES DU BUDGET GENERAL	4
II. DEPENSES DU BUDGET GENERAL.....	13
II.1.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel.....	15
a) Les dépenses ordinaires hors personnel :.....	15
b) Les dépenses en capital sur ressources internes:	18
II.1.2 Dépenses de personnel	21
II.1.3. Ressources extérieures.....	23
III. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR.....	25
III.1 Les comptes d'affectation spéciale	25
III.1.1 le Fonds National de Retraite (FNR)	25
III.1.2 Les autres comptes d'affectation spéciale	28
III.2 Le compte de commerce.....	28
III.3 Les comptes de prêts.....	28
III.4 Les comptes d'avance	28
III.5 Les comptes de garanties et d'avaux.....	28

Liste des Tableaux et Annexes :

Liste des Tableaux

- Graphique 1 : Evolution des principales lignes de recettes (en milliards de francs CFA)*
- Graphique 2 : Contribution des différents sous-secteurs à la formation de la TVA dans le secondaire*
- Graphique 3: Service de la dette publique au titre du 1er semestre 2015 (en milliards)*
- Graphique 4: Evolutions comparées des charges de personnel en glissement annuel*
- Graphique 5: Situation du FNR au premier trimestre 2015*

Liste des Tableaux

- Tableau 1: Contribution des secteurs de l'économie à l'impôt sur les sociétés..... 6*
- Tableau 2: Situation d'exécution des recettes budgétaires et son évolution au 1^{er} semestre 2015 (en milliards) 12*
- Tableau 3: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 30 juin 2015 (en milliards)..... 14*
- Tableau 4: Service de la dette publique au titre du 1er semestre 2015 (en milliards) 16*
- Tableau 5: Evolution des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement 17*
- Tableau 6 : Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants 18*
- Tableau 7 : Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat..... 19*
- Tableau 8: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital 20*
- Tableau 9: Niveaux comparés des situations d'exécution des crédits du budget général hors personnel en glissement annuel 21*
- Tableau 10: Niveau comparé de la Masse salariale par mois sur le premier semestre(en milliards FCFA)..... 22*
- Tableau 11 : Recettes du FNR et nombre de cotisants au premier semestre 2015 26*
- Tableau 11: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires au premier semestre 2015..... 26*

Liste des Annexes

- ANNEXE 1: Situation d'exécution des recettes budgétaires et son évolution au 1er semestre 2015 (en milliards)..... 29**
- ANNEXE 2: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 30 juin 2015 en FCFA..... 30**
- ANNEXE 3: Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 30 juin 2015 (hors dette et hors personnel) 31**
- ANNEXE 4 : Situation provisoire d'Exécution budgétaire par section et par Titre.....32**

SIGLES ET ABREVIATIONS

AE	Autorisation d'exécution
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CESE	Conseil économique, social et environnemental
CFA	Communautés financières d'Afrique
FMI	Fonds monétaire international
FNR	Fonds national de Retraite
FSIPP	Fonds de Sécurisation des Importations de produits pétroliers
IADM	Initiative d'Allègement de la Dette multilatérale
IMF	Impôt minimum forfaitaire
IS	Impôt sur les sociétés
PPTE	(initiative en faveur des) Pays pauvres très endettés
PSE	Plan Sénégal Emergent
PTF	Partenaires Techniques et financiers
SIGFiP	Système intégré de gestion des Finances publiques
TBS	Taxes sur les biens et services
TEC	Tarif extérieur commun
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

CONTEXTE

Le présent rapport a pour objet de rendre compte, pour la période du 1^{er} avril au 30 juin 2015, de l'exécution de la loi n° 2014-30 du 16 décembre 2014, portant loi de finances pour l'année 2015. Il est destiné à l'information des citoyens ainsi que de leurs représentants à l'Assemblée nationale, conformément à l'article 70 de la loi n°2011-15 du 8 juillet 2011 portant loi organique relative aux lois de finances.

Le rapport décrit la situation d'exécution des recettes internes et externes ainsi que des dépenses du budget général et des comptes spéciaux du Trésor, pour le deuxième trimestre 2015, tout en procédant à une analyse comparative par rapport à la même période de l'année précédente.

Il importe, cependant, de souligner que les crédits alloués aux postes diplomatiques et consulaires du Ministère des Affaires étrangères et des sénégalais de l'Extérieur, mobilisés par autorisation d'exécution (AE), ne sont pas retracés dans la présente situation d'exécution. En effet, ces structures situées à l'extérieur du pays ne sont pas encore connectées au Système intégré de Gestion des Finances publiques (SIGFIP), ce qui ne permet pas une disponibilité immédiate de leurs données budgétaires.

Mais cette insuffisance du système d'information est en train d'être corrigée progressivement et l'objectif du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan est de se rapprocher de plus en plus de l'exhaustivité, pour une information complète des utilisateurs du rapport trimestriel d'exécution budgétaire.

I. RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

Les ressources internes du budget général recouvrées au cours du deuxième trimestre 2015 se chiffrent à 656,376 milliards de francs CFA (mds FCFA). Comparativement aux réalisations du premier trimestre 2015, il se dégage un glissement positif de 71,728 mds, soit une progression de 12,27% en valeur relative.

Cette hausse s'explique globalement par une augmentation des recettes fiscales (+118,101 milliards), des recettes non fiscales (+55,27 milliards). Elle est cependant atténuée par une baisse de 101,648 mds des autres recettes.

A. Les recettes fiscales

L'évolution positive du recouvrement des recettes fiscales est due principalement aux impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital (+37,284 milliards), aux impôts et taxes intérieurs sur les biens et services (+68,007 milliards) ainsi que les Droits et taxes à l'importation (+17,279 milliards).

➤ Les impôts directs :

Les impôts directs recouverts au cours du second trimestre 2015 se chiffrent à 166,38 mds, portant les réalisations semestrielles à 303,26 mds FCFA. Comparativement à la même période de l'année 2014, cette ligne enregistre un glissement positif de 28,72 mds CFA en valeur absolue, soit 10,46% en valeur relative. Une analyse plus affinée (désagrégée) permet d'apprécier la participation de chaque ligne de recettes à la mobilisation des ressources du budget.

- **L'impôt sur les sociétés :** Les signaux positifs annoncés en 2014 par l'économie sénégalaise avec un taux de croissance du PIB réel de 4,7% laissent entrevoir l'espoir d'une bonne campagne de recouvrement en 2015. A la fin de la troisième échéance du paiement de l'impôt sur les sociétés, les réalisations sont ressorties en légère moins-value (-0,7 md FCFA) sur le semestre. En dépit de cette situation, la ligne s'est bien comportée cette année 2015 avec un glissement positif de 13,2 mds FCFA par rapport à la même période de l'année 2014. Cette embellie est en partie liée d'une part à la mesure de plafonnement du tarif de l'impôt du minimum forfaitaire à 20 millions et d'autre part aux retombées positives de la croissance de certains secteurs de l'économie en 2014.

L'analyse sur la base des données fournies par la Direction générale des Impôts et des Domaines (DGID) révèle que le sous-secteur des télécoms (principalement les sociétés du Groupe SONATEL) reste le premier pourvoyeur en recette sur la ligne IS avec 42% des émissions de cette année un peu moins que les 44% de l'année précédente.

Tableau 1: Contribution des secteurs de l'économie à l'impôt sur les sociétés

SECTEURS	Emissions (2014)	Emissions (2015)	Ecart (en valeur absolue)	Ecart (en valeur relative)
PECHE	1 308 583 350	1 309 752 062	1 168 712	0,10%
INDUSTRIE	20 904 704 638	23 018 481 758	2 113 777 120	10,10%
<i>Industries alimentaires</i>	11 536 135 344	8 429 643 252	-3 106 492 092	-26,90%
<i>Autres industries</i>	9 368 569 293	14 588 838 506	5 220 269 212	55,70%
BTP	5 137 167 150	7 509 017 841	2 371 850 691	46,20%
COMMERCE	7 826 051 100	10 616 682 576	2 790 631 476	35,70%
<i>Commerce pétrole</i>	2 599 922 700	4 094 763 002	1 494 840 302	57,50%
<i>Autres commerces</i>	5 226 128 400	6 521 919 574	1 295 791 174	24,80%
HOTELLERIE RESTAURATION	848 263 500	880 313 900	32 050 400	3,80%
SERVICES	82 760 829 483	79 932 165 457	-2 828 664 026	-3,40%
<i>Télécommunications</i>	52 022 089 500	51 238 285 600	-783 803 900	-1,50%
<i>Autres services autres que télécom</i>	30 738 739 983	28 693 879 857	-2 044 860 126	-6,70%

Source : DGID

Le dynamisme noté en 2014 dans certains secteurs de l'économie s'est fait ressentir dans le comportement de l'IS de cette année, confirmant ainsi l'étroite relation entre croissance économique et recettes fiscales. Dans le détail, les **industries**, avec un glissement positif de **2,11 mds** de FCFA entre 2014 et 2015, ont vu leurs résultats soumis à l'IS augmentés. Cette performance notée globalement dans le secteur masque les difficultés enregistrées sur les branches **Farines** (-2,02 mds de baisse entre 2014 et 2015), **Tabacs** (- 0,59 md), et **Industries Chimiques** (-0,53 md).

La contribution des **BTP** (+ 2,37 mds) et du **Commerce** (2,7 mds) a aussi été déterminante dans les bons résultats enregistrés sur l'IS de cette année.

Dans le secteur tertiaire, la situation est très partagée entre les difficultés notées dans les secteurs des Banques (-3,99 mds de FCFA), des Transports et Transit (-1,6 md de FCFA) et les performances dans les autres sous-secteurs du tertiaire. Pour les télécoms, le recul enregistré cette année (-0,783 md de FCFA) est, en grande partie, imputable à la branche mobile du groupe SONATEL qui a vu son IS baissé de 5,2 mds entre 2014 et 2015.

- **Les impôts sur revenu et sur salaires** : Les recouvrements sur cette ligne sont ressortis à la hausse par rapport au premier trimestre (+33,26 mds de FCFA) et en glissement annuel (+29,81 mds de FCFA). Les retenues à la source CCAP ont été recouvrées pour 6,5 mds de FCA contre 6,1 mds au premier trimestre 2015. Comparativement au premier semestre 2014, les réalisations de cette ligne affichent un bond de 2,4%.

L'impôt sur le revenu et la CFCE affichent également une hausse sur le deuxième trimestre avec une plus-value respective de 4,16 mds et 0,26 md. Quant aux retenues à la source (RAS) sur les salaires, elles ont connu une période difficile avec la réforme de l'IR promue par le

nouveau Code général des impôts (CGI) qui est entrée en vigueur le premier janvier 2013. Cette réforme devait, selon les estimations, induire une baisse des RAS sur salaires. En 2013 et 2014, la moyenne mensuelle de recouvrement sur cette ligne ne dépassait pas les 12 mds de FCFA. En revanche, sur les six premiers mois de 2015, la moyenne des recettes de la ligne « IR-RAS SALAIRE » avoisine les 15 mds soit deux à trois milliards de plus que les deux dernières années. Il faut rattacher ce bon comportement de la ligne « IR-RAS SALAIRE », en partie, à l'effort de service et à la dynamique créatrice du marché de l'emploi.

Les efforts de suivi et de régularisation ont également eu un impact positif sur les retenues BNC qui sont ressorties à 10,29 mds sur le deuxième trimestre 2015 contre 6,78 mds un an auparavant soit un glissement positif d'environ 3,51 mds.

En ce qui concerne les autres catégories d'IR principalement les bénéficiaires industriels et commerciaux (BIC) et les revenus fonciers, le niveau de recouvrement est très satisfaisant avec un bond trimestriel de 42%. Il est évident que les performances sur cette ligne peuvent être améliorées eu égard au potentiel de recouvrement.

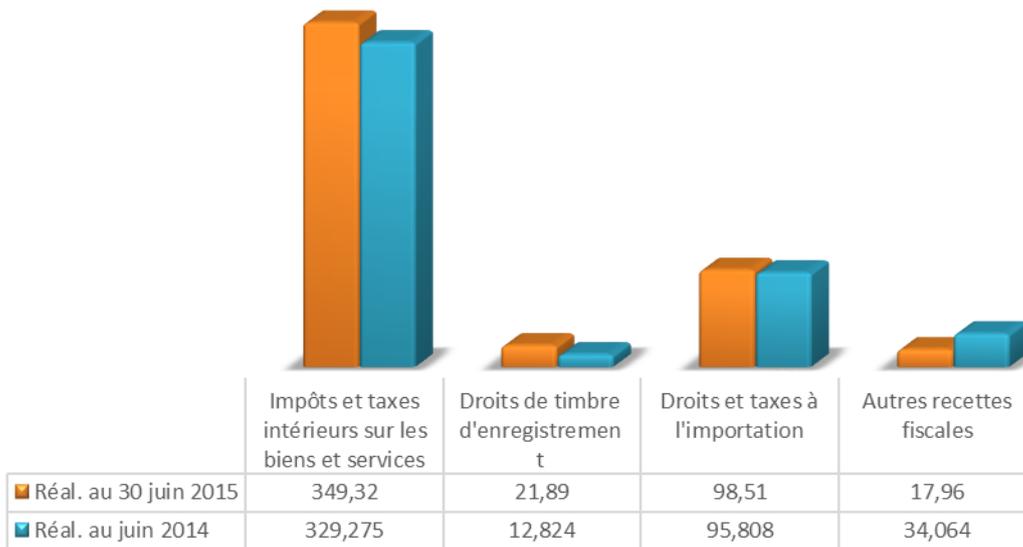
- **Les Revenus de Valeurs mobilières (RVM)** : Les recettes recouvrées sur le deuxième trimestre de l'exercice budgétaire 2015 s'établissent à 5,96 mds de FCFA. Rapportées à l'objectif arrêté à 8,74 mds dans la loi de finances initiale, il se dégage une moins-value de 2,79 mds soit un taux d'exécution de seulement de 68,19 %. Comparativement à 2014, la ligne enregistre un glissement négatif de 14,5 % soit un recul en valeur absolue de 22,1 mds.

Le paiement du premier acompte de l'impôt sur les RVM est opéré dans les 20 premiers jours du mois de janvier de chaque année. Cet acompte est calculé sur la moitié du revenu distribué l'année précédente. Chaque année, après la distribution, et au plus tard le 20 juillet, il est procédé à une liquidation définitive de la taxe due pour l'exercice entier. L'analyse en profondeur de cette ligne ne pourra donc se faire qu'au troisième trimestre 2015, c'est-à-dire après la liquidation définitive.

➤ **Les impôts indirects :**

Au second trimestre 2015, les recouvrements des impôts indirects affichent un niveau de réalisation de 288,14 mds de FCFA, portant les réalisations au titre du semestre à 487,68. La ligne a connu une embellie de 3,3% par rapport à l'année 2014. Ces résultats sont portés par les impôts et taxes intérieurs sur biens et services, les droits de timbre et d'enregistrement, les droits et taxes à l'importation et les autres recettes fiscales.

Evolution des réalisations en matière d'impôts et taxes indirects



L'observation de la part relative des grandes lignes de recettes montre la nette prédominance des impôts et taxes sur les biens et services (71,6% des réalisations de la ligne), suivie des droits et taxes à l'importation (20,2%) et les droits d'enregistrement et de timbre (4,5%). Les autres recettes fiscales ne représentent que 3,7% des réalisations de la ligne.

- Les impôts et taxes sur les biens et services (TBS):

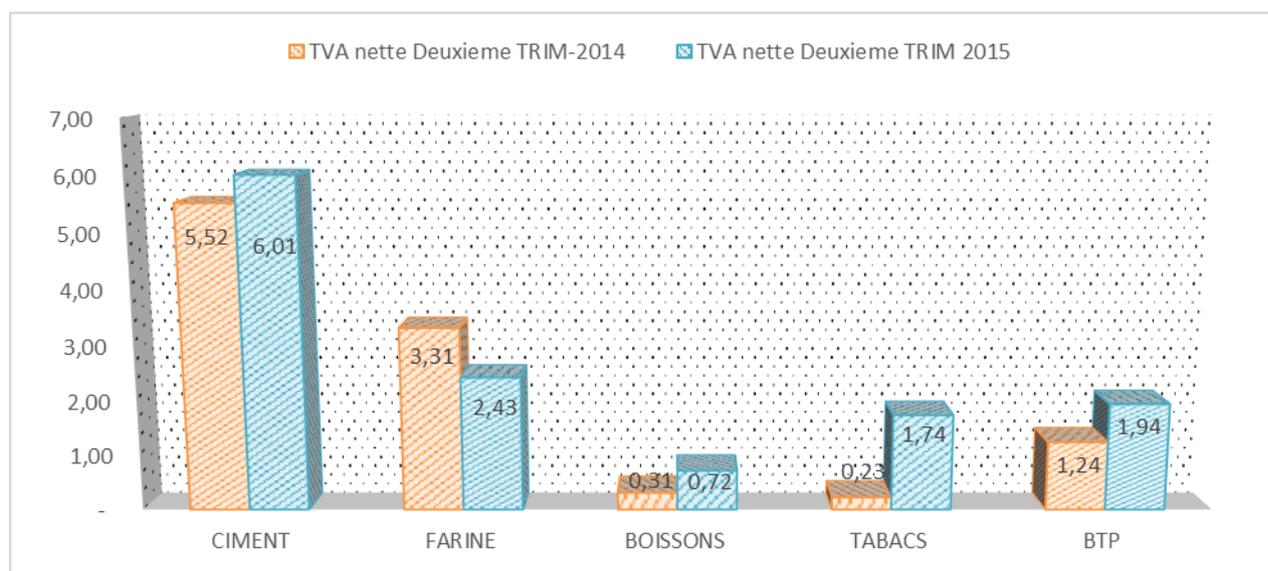
Les recettes TBS cumulées du deuxième trimestre ressortent à 349,32 mds de FCFA. Par rapport à la même période de l'année 2014, cette ligne connaît une progression de 20,04 mds en valeur absolue et 6,09% en valeur relative.

Cette performance s'est réalisée nonobstant les difficultés enregistrées sur les recettes pétrolières. Les autres lignes enregistrent des écarts peu significatifs avec une plus-value, par rapport à l'objectif trimestriel, de 0,18 md pour la taxe sur les activités financières et une légère moins-value de 0,27 md pour les taxes annuelle sur véhicules. La TVA intérieure hors pétrole connaît une reprise progressive, après les contreperformances notées au courant du premier trimestre. Cette situation est expliquée par l'évolution de l'activité dans les différents segments de l'économie nationale.

- **Secteur secondaire**

Le secteur secondaire a contribué pour 15,48 mds de FCFA à la TVA intérieure exigible hors pétrole au deuxième trimestre 2015 contre 12,7 mds à la même période en 2014 et 16,31 mds au premier trimestre 2015. La contribution du secteur secondaire au cours du trimestre a été plus importante que l'année dernière (+2,78 mds). En revanche, un recul de 0,83 md par rapport au premier trimestre a été relevé. La TVA versée par les entreprises du secondaire est portée pour l'essentiel par les cimenteries (6,01 mds), les industries du grain et de la farine (2,43 mds), du tabac (1,74 md) et du BTP (1,94 md). La contribution des principales branches à la TVA du secteur secondaire est illustrée dans le graphique ci-après.

Graphique 3 : Evolution des principales sources de TVA au deuxième trimestre entre 2014 et 2015 (en mds)



Source : DGID

Au plan économique, le secteur secondaire s'est bien comporté au cours des mois de mars, avril et mai 2015 avec une progression moyenne de 4,34 % en glissement. Ce bon comportement s'est également traduit dans l'évolution du chiffre d'affaires taxable des entreprises présentes dans le secteur qui a globalement augmenté de 14,07 mds par rapport au deuxième trimestre de 2014.

Plus spécifiquement, la hausse de la TVA intérieure hors pétrole est liée au dynamisme noté dans les industries du Tabacs (+1,51 md), du BTP (+0,7 md) et du ciment (+0,49 md)

principalement. En revanche, avec 0,88 md de baisse de la TVA nette, le secteur de la Farine impacte négativement enregistre sur la ligne.

Le secteur secondaire continue de souffrir des difficultés structurelles de l'industrie de l'huilerie qui pèse négativement sur le développement de la branche des corps gras alimentaires. Au deuxième trimestre 2015, ce sous-secteur n'a versé aucune TVA malgré une hausse de son chiffre d'affaires de 9,8 mds.

Dans le sous-secteur de la fabrication de sucre, l'activité continue son redressement. Créditeur au second trimestre 2014 et au premier trimestre 2015, le sous-secteur a enregistré une TVA nette de 0,394 md au cours du deuxième trimestre 2015.

- **Secteur tertiaire**

Le secteur tertiaire a contribué à hauteur de 16,19 mds à la TVA exigible du deuxième trimestre 2015 contre 19,75 mds à la même période de l'année précédente et 11,74 mds au premier trimestre 2015. La TVA versée par les entreprises du tertiaire est portée pour l'essentiel par les sous-secteurs des télécommunications (9,6 mds) et du commerce hors pétrole (3 mds). En comparant le deuxième trimestre de 2015 à celui de 2014, on note un repli de 2,45 mds imputable essentiellement au sous-secteur des télécommunications (-2,3 mds).

Le sous-secteur de l'hôtellerie et de la restauration a vu son chiffre d'affaires taxable et sa TVA nette baisser respectivement de 6,02 mds et 0,145 md entre deuxième trimestre 2014 et 2015. Ce sous-secteur semble subir jusqu'à présent les contrecoups de la crise que traverse le tourisme sénégalais. Au mois d'avril 2015, l'indice général d'activité de ce sous-secteur a reculé de 26% par rapport au mois de mars 2015 et de 9,7 % en glissement sur 2014. Au mois de mai 2015, le glissement est négatif de 7%.

S'agissant du sous-secteur des Télécommunications, une hausse du chiffre d'affaires taxable a été enregistrée (+3,9 mds) entre le deuxième trimestre 2015 et 2014 mais insuffisant pour juguler la hausse des déductions (+13.87 mds). La TVA intérieure hors pétrole nette est ainsi passée de 11,95 mds à 9,6 mds entre le deuxième trimestre 2014 à 2015. La société SONATEL-MOBILE a déclaré un crédit de TVA sur le trimestre. Cette situation créditrice n'est pas étrangère aux difficultés que traverse le sous-secteur.

- Les droits et taxes à l'importation

Les droits et taxes à l'importation connaissent une embellie par rapport au premier trimestre. En effet, ils sont passés de 40,62 mds à 57,9 mds de FCFA. Par rapport à la même période de l'année 2014, le bond n'est que de 2,82%.

Cette contreperformance, comme nous l'avons souligné dans le rapport du premier trimestre 2015, peut être expliquée par des facteurs exogènes comme l'entrée en vigueur du TEC CEDEAO, le phénomène de fraude sur les quittances de paiement qui n'a pas encore fini de secouer la perception de Dakar-Port.

B. Les recettes non fiscales

S'agissant des recettes non fiscales, leur augmentation est liée essentiellement aux produits financiers (+47,163 milliards).

Quant aux autres recettes, leur tendance baissière est le résultat de la forte baisse des Autres Emprunts (Emissions d'obligations) et Emissions de bons du Trésor qui ont diminué respectivement de 112,42 mds et 59,835 mds de FCFA et qui ont aussi été atténuée par une hausse des recettes exceptionnelles (dont PPTTE/IADM) de 64,533 mds.

En cumul au 30 juin 2015, les recettes internes du budget général ont été recouvrées pour un montant de 1241,024 milliards sur une prévision annuelle de 2371,782 milliards ; soit un niveau de réalisation de 52,3% contre 42,4% en cumul au 30 juin 2014. Cette performance du niveau de réalisation s'explique par la hausse du taux de recouvrement des recettes non fiscales (86,55%) et des Autres recettes (55,28%). En glissement annuel, les Recettes fiscales et non fiscales ont progressé de 11,46%, les Autres recettes de 94% ; soit une performance globale des recouvrements des recettes internes de 28%.

Les recettes fiscales et non fiscales se sont établies à 858,45 milliards, pour un objectif annuel de 1679,7 milliards, soit un taux de réalisation de 51,1% imputable aux Impôts directs qui ont un niveau de recouvrement de 62,31% ainsi que des recettes non fiscales avec 86,55%.

Les autres recettes, composées principalement des émissions de bons et d'obligations du Trésor, des recettes exceptionnelles et des remboursements de prêts rétrocédés, sont arrêtées **au 30 juin 2015**, à un montant de 382,575 milliards dont 114,17 milliards de bons

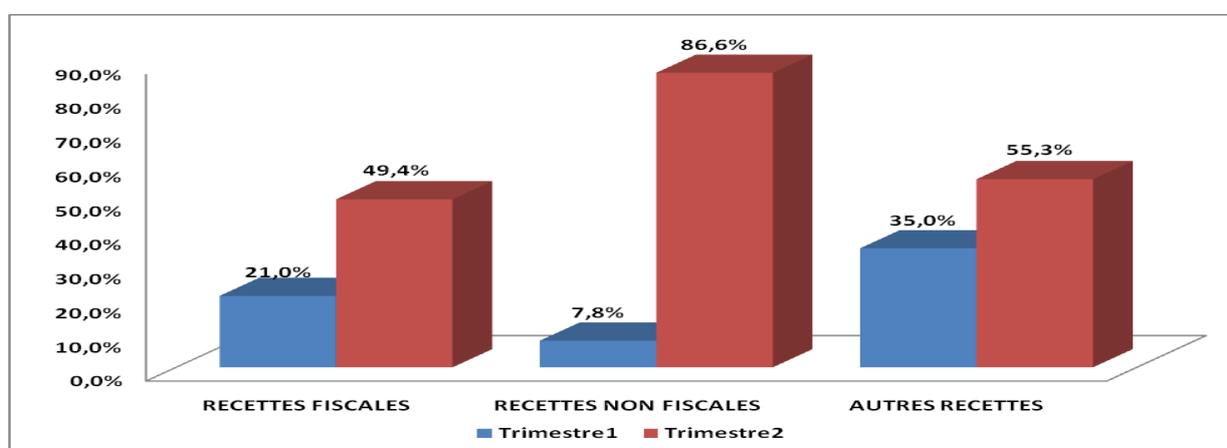
du Trésor, 171,42 milliards d'obligations et 87,50 milliards de recettes exceptionnelles (PPTE/IADM).

Le détail des recettes du budget général est donné en annexe 1 du présent document et le graphique 1, ci-après, permet d'apprécier l'évolution des taux de réalisation des recettes entre le premier et le deuxième trimestre 2015 ainsi que leur évolution par rapport à 2014.

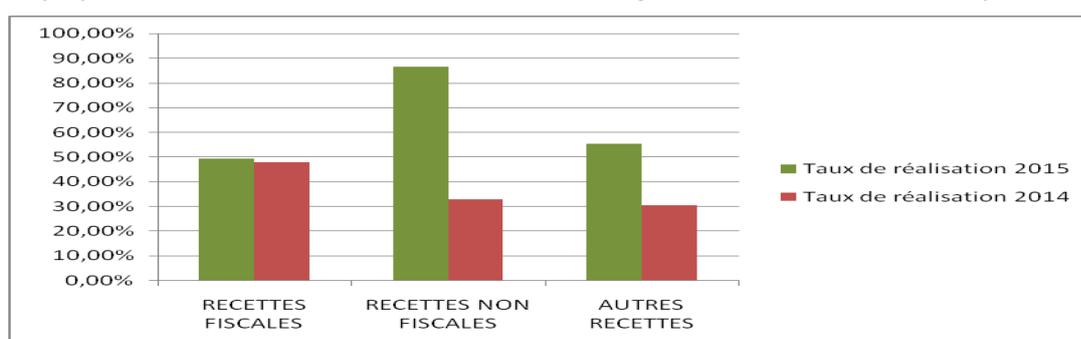
Tableau 2: Situation d'exécution des recettes budgétaires et son évolution au 1^{er} semestre 2015 (en milliards)

Nature de la recette	Prévisions LFI	Réalisation Trim. 1	Réalisation Trim. 2	Cumul 2015	Cumul 2014	Taux de réalisation 2015
RECETTES FISCALES	1601,7	336,42	454,52	790,94	746,51	49,38%
<i>Impôts directs</i>	486,7	136,87	166,38	303,26	274,54	62,31%
<i>Impôts indirects</i>	1115	199,54	288,14	487,68	471,97	43,74%
RECETTES NON FISCALES	78	6,12	61,39	67,51	23,67	86,55%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1679,7	342,54	515,91	858,45	770,18	51,11%
AUTRES RECETTES	692,082	242,11	140,47	382,58	197,16	55,28%
TOTAL RECETTES INTERNES	2371,78	584,65	656,38	1241,02	967,34	52,32%

Graphique 1: Evolution des taux de réalisation des recettes budgétaires par trimestre au 30 juin



Graphique 2: Evolution des taux de réalisation des recettes budgétaires entre 2014 et 2015 (au 30 juin)



II. DEPENSES DU BUDGET GENERAL

II.1 Dépenses sur ressources internes

Prévus pour un montant global de 2371,78 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2015, les crédits du budget général ont été portés à 2404,72 milliards FCFA par les reports de crédits d'investissement.

Les crédits du budget général sont engagés, au 30 juin 2015, à hauteur de 1290,20 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 54% traduisant, ainsi, un niveau d'absorption des crédits satisfaisant. En glissement annuel, le montant des engagements a augmenté de 225,73 milliards soit un taux d'accroissement de 21,21%. Le niveau du taux d'exécution a également progressé de 10,27 points de pourcentage par rapport à la même période de l'année dernière.

Tableau 3: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 30 juin 2015 (en milliards)

Titre	Prévision (1)	Modifications (2)	Report de crédits (3)	Total prévision (4) = 1+ 2+ 3	Engagement (5)	taux d'engagement des crédits (6)= 5/4	Liquidation (7)	Taux de liquidation des engagements (8) = 7/5	Ordonnancement (9)	Taux d'ordonnancement des liquidations (10)=9/7	Paiement (11)	Reste à payer ou à prendre en charge (12) = 7 - 9
Titre 1- Dette publique	598,01			598,01	348,03	58%	348,03	0%	348,03	100,0%	348,03	0,00
Titre 2- Dépenses de personnel	510,00			510,00	268,95	53%	268,95	100%	268,95	100,0%	268,95	0,00
Titre 3- Dépenses de fonctionnement	359,49	-11,24		348,25	176,99	51%	136,17	77%	135,49	99,5%	120,93	14,55
Titre 4- Transferts courants	347,09	-3,76		343,33	205,38	60%	205,27	100%	205,26	100,0%	200,91	4,35
Total dépenses ordinaires	1814,60	-15,00	0,00	1799,60	999,35	56%	958,43	96%	957,72	99,9%	938,82	18,90
Total dépenses ordinaires hors personnel	1304,60	-15,00	0,00	1289,60	730,40	57%	689,48	94%	688,77	99,9%	669,87	18,90
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	193,43	-16,25	6,00	183,18	64,86	35,41%	45,36	69,93%	44,62	98,38%	25,83	18,796
Titre 6- Transferts en capital	363,75	31,25	26,93	421,94	225,99	53,56%	225,59	99,82%	224,69	99,60%	216,90	7,789
Total Investissement	557,19	15,00	32,93	605,12	290,85	48%	270,95	93%	269,31	99,4%	242,72	26,59
TOTAL BG	2371,78	0,00	32,93	2404,72	1290,20	54%	1229,37	95%	1227,03	99,8%	1181,54	45,49

II.1.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel

Les dépenses sur ressources internes hors personnel se répartissent en dépenses ordinaires et dépenses en capital.

a) Les dépenses ordinaires hors personnel :

Les crédits prévisionnels, pour les dépenses ordinaires hors personnel (dette publique, dépenses de fonctionnement et dépenses de transferts courants,) ont été arrêtés à un montant de 1304,596 milliards. Ils sont exécutés comme suit :

- Engagement : 730,40 milliards FCFA soit 56,64% des crédits ouverts ; il correspond au montant des obligations constatées, desquelles résultera une charge, pour le premier semestre 2015;
- Liquidation : 689,48 milliards FCFA, soit 94,40% des engagements; il correspond au montant des engagements pour lesquels le droit du créancier est constaté c'est-à-dire que sa créance existe et qu'elle est exigible ;
- Ordonnancement : 688,77 milliards FCFA, soit 99,90% des liquidations ; il correspond au montant des liquidations pour lequel l'ordre est donné au comptable de payer la dette de l'Etat ou celle des autres organismes publics ;
- Paiement : le montant des paiements au 1^{er} semestre 2015 est arrêté à 669,87 milliards FCFA, soit un taux de paiement de 97,3% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge d'un montant de 18,90 milliards FCFA.

En outre, un montant de **6,553** milliards FCFA a été exécuté sous forme d'avance à régulariser.

a.1. La dette publique : Le montant des paiements, au titre du service de la dette publique pour le 2^{ème} trimestre 2015 est arrêté à 173,91 milliards FCFA dont 132,29 milliards FCFA pour le principal et 41,52 milliards FCFA pour les intérêts et commissions. Le montant des ordres de paiements envoyés à la BCEAO pour le règlement de la dette extérieure est de 52 milliards FCFA, tandis que pour la dette intérieure, le montant des paiements est de 121,90 milliards FCFA et concernent les instruments de plus d'un an, la dette vis-à-vis du FMI et du fonds koweïtien.

En cumul la dette publique a été exécutée à hauteur de 348,03 milliards FCFA au titre du premier semestre sur une prévision annuelle de 598,01 milliards FCFA soit un taux d'exécution des crédits destinés au paiement du service de la dette publique qui s'est établi à 58,20%.

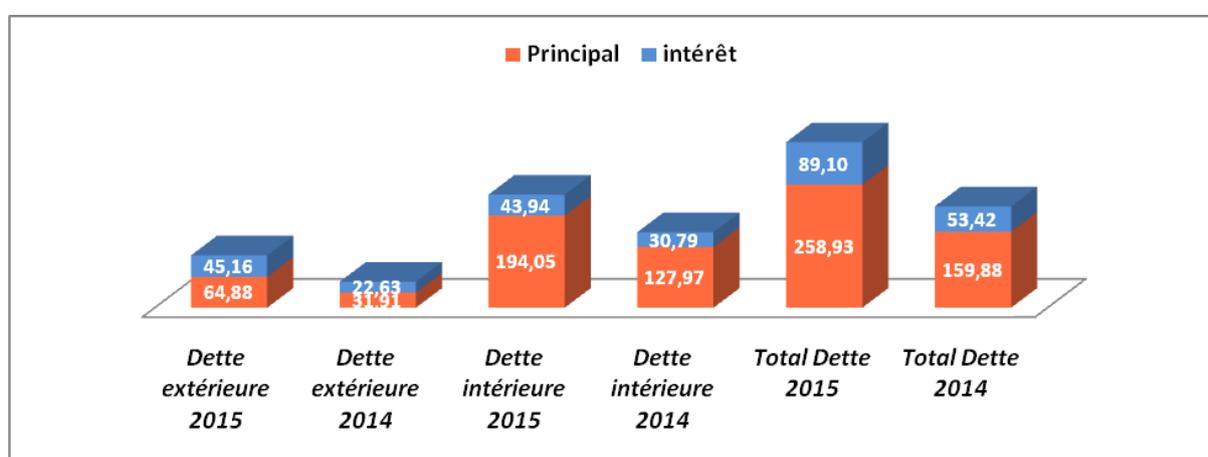
En comparaison avec le même cumul semestriel de 2014, la dette a évolué de 134,73 milliards en 2015, soit 63,16% de hausse en valeur relative. Cette progression est imputable à la dette extérieure qui a plus que doublé et la dette intérieure de plus de 50%

Le tableau ci-après retrace les montants payés au titre du service de la dette publique entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2015.

Tableau 4: Service de la dette publique au titre du 1er semestre 2015 (en milliards)

Dette publique 2015	T1_15	T2_15	Cumul 2014	Cumul 2015	Ecart S1_15/S1_14	
					valeur	%
Dette extérieure	58,04	52,00	54,54	110,04	55,50	102%
Principal	36,46	28,42	31,91	64,88	32,97	103%
intérêt	21,58	23,58	22,63	45,16	22,53	100%
Dette intérieure	116,08	121,91	158,76	237,99	79,23	50%
Principal	90,08	103,97	127,97	194,05	66,08	52%
intérêt	26	17,94	30,79	43,94	13,15	43%
Dette publique totale	174,12	173,91	213,30	348,03	134,73	63%

Graphique 3: Service comparé de la dette publique au titre du 1er semestre de 2015 et 2014 (en milliards)



a.2. Les dépenses de fonctionnement : Il s'agit des dépenses destinées au fonctionnement des services de l'Administration. Les niveaux d'exécution se présentent comme suit :

Niveau d'exécution du premier semestre de 2015:

- **Engagement** : 176,994 milliards FCFA ; soit 51% des crédits ouverts ;
- **Liquidation** : 136,174 milliards FCFA; soit 77% des engagements ;
- **Ordonnancement** : 135,485 milliards FCFA; soit 99,49% des liquidations ;
- **Paiement** : 120,933 milliards FCFA; soit 89,25% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 14,552 milliards FCFA ;
- **Montant avances** : 7,436 milliards FCFA
- **Montant régularisé** : 2,706 milliards FCFA
- **Reste à régulariser** : 4,730 milliards FCFA

Les taux d'engagement, de liquidation et de paiement ont progressé respectivement de 2,53, 7,1 et 6,35 points de pourcentage. Seul le taux d'ordonnancement est stable.

Tableau 5: Evolution des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement

Niveau d'exécution	Trim.2 2014	Trim.2 2015	Ecart
taux d'engagement des crédits	48,3%	50,8%	2,53%
taux de liquidation des engagements	69,8%	76,9%	7,1%
taux d'ordonnancement des liquidations	99,5%	99,5%	0,0%
taux de Paiement des ordonnancements	82,9%	89,3%	6,35%

a.3. Les transferts courants : Il s'agit des transferts et subventions destinés aux Collectivités locales, aux agences, aux universités et autres établissements publics, mais aussi aux allocations sociales, aux contributions aux organisations internationales, etc... Les niveaux d'exécution se présentent comme suit :

Niveau d'exécution du premier semestre de 2015:

- **Engagement** : 205,376 milliards FCFA ; soit 59,8% des crédits ouverts ;
- **Ordonnancement** : 205,26 milliards FCFA ; soit 99,9% des engagements ;

- **Paiement** : 200,907 milliards FCFA ; soit 97,87% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 4,35 milliards FCFA ;
- **Montant avances** : 2,107 milliards FCFA ;
- **Montant régularisé** : 0,284 milliard FCFA ;
- **Reste à régulariser** : 1,823 milliard FCFA.

Au total, les dépenses ordinaires hors personnel, engagées pour le 1^{er} semestre 2015, s'élèvent à un montant de 730,40 milliards, en hausse de 151,58 milliards par rapport à la même période de l'année 2014. Les paiements effectifs ont également évolué à la hausse, en glissement annuel, pour un montant de 170,33 milliards en valeur absolue et 34,09% en valeur relative.

En comparaison avec le même semestre 2014, le taux d'engagement est légèrement plus élevé avec un écart de 1,1 point de pourcentage. Le taux d'ordonnancement est au même niveau sur les deux périodes et le taux de paiement a reculé de 1 point.

Tableau 6 : Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants

Niveau d'exécution	Trim.2 2014	Trim.2 2015	Ecart
taux d'engagement des crédits	58,7%	59,8%	1,1%
taux d'ordonnancement des engagements	99,9%	99,9%	0,0%
taux de Paiement des ordonnancements	98,9%	97,9%	-1,0%

b) Les dépenses en capital sur ressources internes:

Les dépenses en capital financées sur ressources internes ont été initialement prévues pour un montant de 557,186 milliards. Elles ont été portées à un montant de 605,120 milliards par les reports de crédits d'investissement d'un montant de 32,934 milliards.

Les crédits d'investissement se répartissent en investissements exécutés par L'Etat pour un montant de 183,182 milliards (30,27%) et en transferts en capital pour un montant de 421,938 milliards (69,72%).

b.1. Les investissements exécutés par l'Etat : Il s'agit des dépenses d'investissement exécutées directement par les services de l'Administration. Les niveaux d'exécution sont analysés comme suit :

Niveau d'exécution sur le premier semestre de 2015 :

- **Engagement** : 64,864 milliards FCFA; soit 35,41% des crédits ouverts ;
- **Liquidation** : 45,36 milliards FCFA; soit 69,93% des engagements ;
- **Ordonnancement** : 44,62 milliards FCFA; soit 98,38% des liquidations ;
- **Paiement** : 25,825 milliards FCFA, soit 57,87% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 18,796 milliards FCFA;
- **Montant avances** : 0,719 milliard FCFA
- **Montant régularisé** : 0,175 milliard FCFA
- **Reste à régulariser** : 0,544 milliard FCFA

Les montants des engagements et liquidation au premier semestre de 2015 ont baissé respectivement de 22,37% et 16,93% ainsi que celui des ordonnancements de 17,18% par rapport à la même période de 2014. Les montants payés ont fortement baissé de 33,18% par rapport à la même période de 2014. Les taux d'engagement et de paiement ont également baissé respectivement de 6,04 et 13,86 points de pourcentage. Seul le taux d'ordonnancement reste relativement stable.

Tableau 7 : Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat

Niveau d'exécution	Trim.2 2014	Trim.2 2015	Ecart
taux d'engagement des crédits	41,45%	35,41%	-6,04%
taux de liquidation des engagements	65,35%	69,93%	4,58%
taux d'ordonnancement des liquidations	98,67%	98,38%	-0,30%
taux de Paiement des ordonnancements	71,74%	57,88%	-13,86%

Globalement, les investissements exécutés par l'Etat, engagés pour le 1^{er} semestre 2015, s'élèvent à un montant de 64,86 milliards et sont en baisse de 18,69 milliards

comparativement à la même période de l'année 2014. Les paiements effectifs ont également évolué à la baisse, en glissement annuel, pour un montant de 12,82 milliards en valeur absolue et 33% en valeur relative.

b.2. Les transferts en capital : Ils sont destinés aux investissements exécutés par les établissements publics, les agences et autres structures assimilées. Les niveaux d'exécution sont analysés comme suit :

Niveau d'exécution sur le premier semestre 2015 :

- **Engagement** : 225,987 milliards FCFA; soit 53,56% des crédits ouverts ;
- **Ordonnancement** : 224,690 milliards FCFA; soit 99,82% des engagements ;
- **Paiement** : 216,898 milliards FCFA; soit 96,14% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 7,789 milliards FCFA.

Tableau 8: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital

Niveau d'exécution	Trim.2 2014	Trim.2 2015	Ecart
taux d'engagement des crédits	41,6%	53,6%	12,0%
taux d'ordonnancement des engagements	100,0%	99,4%	-0,6%
taux de Paiement des ordonnancements	97,7%	96,5%	-1,1%

Au total, les transferts en capital sur ressources internes, engagés pour le 1^{er} semestre 2015, s'élèvent à un montant de 225,987 milliards et sont en hausse de 57,91 milliards comparativement à la même période de l'année 2014. De la même manière, les paiements effectifs ont évolué à la hausse, en glissement annuel, pour un montant de 52,72 milliards en valeur absolue et 32% en valeur relative.

Le niveau d'engagement des dépenses d'investissements sur ressources internes (dépenses en capital exécutés par l'Etat et dépenses de transfert en capital) sur le premier semestre 2015 étant de 290,851 milliards, il faut noter, en comparaison avec la même période de 2014, un écart positif de 39,22 milliards imputable pour 57,91 milliards FCFA au niveau d'engagement des transferts en capital, atténué par celui des dépenses en capital exécutés par l'Etat pour un montant de -18,69 milliards FCFA. Cette situation s'explique par le retard

habituellement observé sur les procédures de marché qui ne se dénouent qu'à partir du troisième trimestre.

Le tableau ci-après compare la situation d'exécution du 1^{er} semestre 2015 à celle de la même période de l'année précédente. Le graphique de l'annexe 3 compare les taux d'engagement global des crédits par section au 30 juin 2015. Il montre une nette disparité dans la mobilisation des crédits.

Tableau 9: Niveaux comparés des situations d'exécution des crédits du budget général hors personnel en glissement annuel

Titres	Engagement			Liquidation			Ordonnancement			Paiement		
	30/06/2014	30/06/2015	Ecart	30/06/2014	30/06/2015	Ecart	30/06/2014	30/06/2015	Ecart	30/06/2014	30/06/2015	Ecart
Titre 1- Dette publique	213,30	348,03	134,73	213,30	348,03	134,73	213,30	348,03	134,73	213,30	348,03	134,73
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	181,83	176,99	-4,83	126,97	136,17	9,21	126,31	135,49	9,18	104,72	120,93	16,21
Titre 4- Transferts courants	183,68	205,38	21,69	183,68	205,27	21,59	183,51	205,26	21,75	181,52	200,91	19,39
Total dépenses ordinaires hors personnel	578,81	730,40	151,59	523,95	689,48	165,53	523,12	688,77	165,66	499,54	669,87	170,33
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	83,56	64,86	-18,69	54,60	45,36	-9,24	53,88	44,62	-9,25	38,65	25,83	-12,82
Titre 6- Transferts en capital	168,08	225,987	57,91	168,08	225,59	57,51	168,08	224,69	56,61	164,18	216,90	52,72
Total Investissement	251,63	290,85	39,22	222,68	270,95	48,27	221,95	269,31	47,36	202,83	242,72	39,90
TOTAL BUDGET GENERAL HORS PERSONNEL	830,45	1021,25	190,81	746,62	960,42	213,80	745,07	958,08	213,01	702,37	912,59	210,22

II.1.2 Dépenses de personnel

Au cours du second trimestre 2015 le montant de la masse salariale s'élève à 134,701 milliards FCFA contre 119,502 milliards FCFA à la même période, en 2014, soit, en glissement annuel, une augmentation de 15,199 milliards FCFA en valeur absolue et 12,71% en valeur relative.

Le cumul de la masse salariale au second trimestre 2015 s'élève à 268,949 milliards FCFA contre 236,879 milliards FCFA à la même période, en 2014, soit, en glissement annuel, une augmentation de 32,07 milliards FCFA en valeur absolue et 13,53% en valeur relative en cumul à fin juin. Ce niveau cumulé de la masse salariale représente 52,73% du montant prévisionnel annuel arrêté à 510 milliards FCFA contre 47,61% en 2014 par rapport aux montants prévus à la même période.

Cette augmentation résulte de plusieurs facteurs parmi lesquels, la hausse des factures d'hôpitaux et de pharmacie, la révision à la hausse des dépenses du personnel local des Ambassades, et l'approvisionnement des caisses de l'Assemblée Nationale et du Conseil Economique, Sociale et Environnemental.

Tableau 10: Niveau comparé de la Masse salariale par mois sur le premier semestre(en milliards FCFA)

Période	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Cumul (trimestre)	Moyenne mensuelle
Masse salariale 2014	40,374	38,109	38,893	41,049	39,058	39,395	236,879	39,480
Masse salariale 2015	48,653	42,045	43,550	44,383	42,770	47,548	268,949	44,825

Sources: DSPRV/MEFP

Graphique 4: Evolutions comparées des charges de personnel en glissement annuel

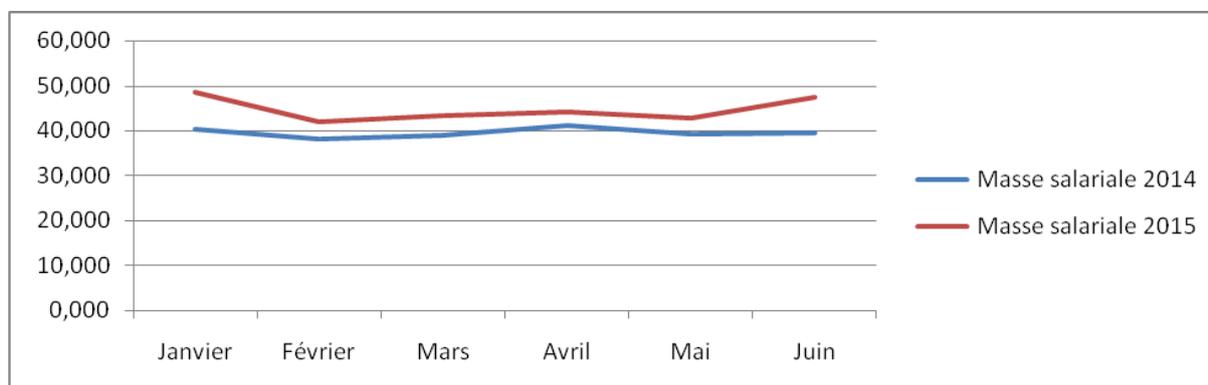


Tableau 8 bis : Evolution des effectifs de la fonction publique en 2015

Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Effectifs	103 162	103 711	104 260	105 269	106 038	106 520

Sources: DSPRV/MEFP

Les effectifs ayant impacté la masse salariale sont au nombre de 106 520 agents, dont 1 309 agents au titre des liquidations de droits (indemnité compensatrice de congé, indemnité de

départ à la retraite pour les non fonctionnaires, indemnité de fin d'engagement, rappels payés après départ à la retraite au titre de régularisation de salaire ou d'avancement, vacataires non agents de l'Etat).

Ces effectifs étaient de 98 808 agents à la même période en 2014, soit une augmentation de 7 712 agents en valeur absolue et de 7,80% en valeur relative. Cette hausse résulte de la mise en solde des Professeurs et Maîtres contractuels titulaires du diplôme professionnel et intégrés dans la Fonction publique, et des nouvelles recrues du Ministère de la Santé et l'Action sociale.

II.1.3. Ressources extérieures

A la date du 30 juin 2015, la situation des décaissements des projets de développement financés sur ressources extérieures, se présente comme suit :

RESSOURCES EXTERIEURES <i>(montant en milliards)</i>	ORDONNANCEMENTS			Evolution trimestrielle
	TRIM-1	TRIM-2	CUMUL 2015	
Emprunts	36,366	52,781	89,147	31%
Subventions	31,407	72,618	104,025	57%
TOTAL	67,773	125,398	193,171	46,0%

Source : DGF

Dans la période du 1er avril au 30 juin 2015, les montants ordonnancés pour les projets de développement financés sur ressources extérieures se chiffrent à 125,398 milliards de FCFA, soit une hausse de 46%, en part relative, par rapport à ceux du premier trimestre 2015. Ce montant est réparti en emprunts à 52,781 milliards de FCFA et 72,618 milliards de FCFA en subventions.

En cumul sur le premier semestre, le montant total des décaissements (base ordonnancement) s'élève à 193,171 milliards de FCFA répartis en emprunts pour 89,147 milliards de FCFA et 104,025 milliards de FCFA en subventions. Ainsi, le taux d'exécution se situe à 47,70% par rapport aux prévisions annuelles de tirages de 405 milliards de FCFA du Budget Consolidé d'Investissement (BCI) de l'année 2015 et à 96,59% rapporté à l'objectif de 200 milliards de F CFA pour le premier semestre.

Comparativement à la gestion 2014 à la même période, le niveau des décaissements a connu une augmentation de 42,818 milliards de FCFA en valeur absolue et de 22,17% en valeur relative.

S'agissant des conventions de financement conclues entre le 1er avril et le 30 juin 2015, elles sont réparties, par secteur, en nombre et en montant, ainsi qu'il suit :

Secteurs	Nombre de Conventions	Montant (en FCFA)	Part relative (en %)
INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	4	465 987 861 580	78,96
AGRICULTURE	3	51 250 140 000	8,68
ENERGIE	3	28 206 151 000	4,78
SANTE	1	17 279 247 500	2,93
PECHE	1	10 002 032 336	1,69
HYDRAULIQUE ET ASSAINISSEMENT	1	9 000 000 000	1,52
EDUCATION ET FORMATION	1	7 871 484 000	1,33
BONNE GOUVERNANCE	1	580 000 000	0,10
Total général	15	590 176 916 416	100

Source : DGF

Quinze (15) conventions de financement ont été signées pour un montant de 590,177 milliards de FCFA, soit une augmentation de 90%, en part relative, par rapport au trimestre passé. Ce montant correspond en emprunts à 579,102 milliards de FCFA et à 4,516 milliards de FCFA en subventions.

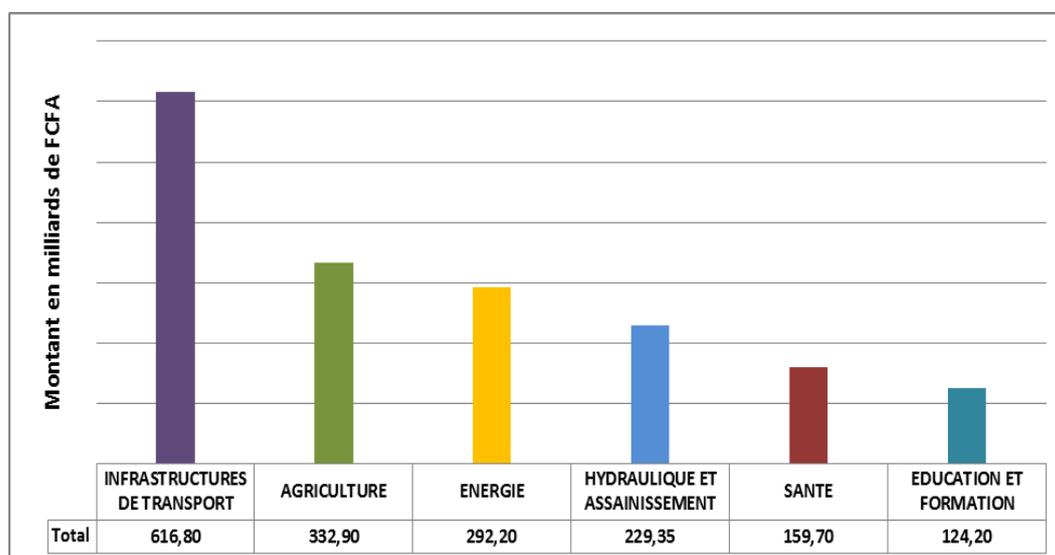
Au total, les conventions de financement conclues au cours du premier semestre 2015 se chiffrent à vingt-deux (22) et portent sur un montant de 648,413 milliards FCFA réparti en emprunts à 623,237 milliards de FCFA et 18,616 milliards de FCFA en subventions.

En outre, dix-sept (17) mois après la tenue du Groupe Consultatif pour le Sénégal, quatre-vingt-deux (82) conventions ont été conclues avec vingt-quatre (24) partenaires techniques et financiers, pour un montant total de 1 910,3 milliards de FCFA, soit un taux de concrétisation des engagements de 51,23%.

Comparé au gap d'un montant de 1 853 milliards de FCFA inscrit dans le plan d'actions prioritaires (PAP) du PSE, le niveau de mobilisation des financements est très satisfaisant car supérieur à 100%.

Le graphique ci-après illustre, dans un ordre décroissant, les six (06) premiers secteurs bénéficiaires des conventions.

Graphique : Répartition sectorielle du montant mobilisé depuis la tenue du GC



Source : DGF

III. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

III.1 Les comptes d'affectation spéciale

III.1.1 le Fonds National de Retraite (FNR)

➤ Les recettes du FNR au 30 juin 2015

Les recettes du 2^{ème} trimestre 2015 s'élèvent à 16,101 milliards FCFA. Le niveau mensuel des recettes est passé de 5,217 milliards FCFA en mars 2015 avec un nombre de cotisants de 78 264 agents à 5,367 milliards FCFA en fin juin avec un nombre de cotisants de 79 787 agents ; soit une légère hausse de 0,15 milliard FCFA et 1523 cotisants supplémentaires.

Tableau 11 : Recettes du FNR et nombre de cotisants au premier semestre 2015

Janvier	Recettes en mds FCFA)	5,186
	Nombre de cotisants	77326
Février	Recettes en mds FCFA)	5,238
	Nombre de cotisants	77815
Mars	Recettes en mds FCFA)	5,217
	Nombre de cotisants	78264
Avril	Recettes en mds FCFA)	5,342
	Nombre de cotisants	79037
Mai	Recettes en mds FCFA)	5,391
	Nombre de cotisants	79569
Juin	Recettes en mds FCFA)	5,367
	Nombre de cotisants	79787
Total recettes cumulées		31,742

➤ **Les dépenses du FNR au 30 juin 2015**

En cumul, les dépenses s'élevaient à 19,784 milliards au 30 juin 2015. Le niveau mensuel des dépenses est passé de 6,582 milliards FCFA en mars 2015 avec un nombre d'allocataires de 60 471 pensionnés à 6,664 milliards FCFA en fin juin 2015 avec un nombre d'allocataires de 61 182 pensionnés; soit une hausse nette de 0,082 milliard FCFA en dépenses et 711 nouveaux allocataires.

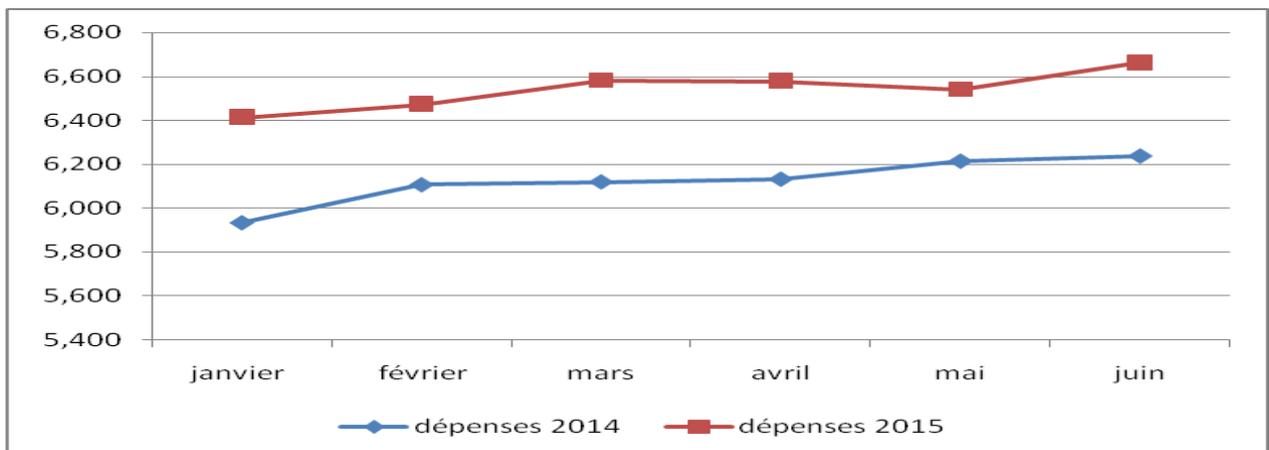
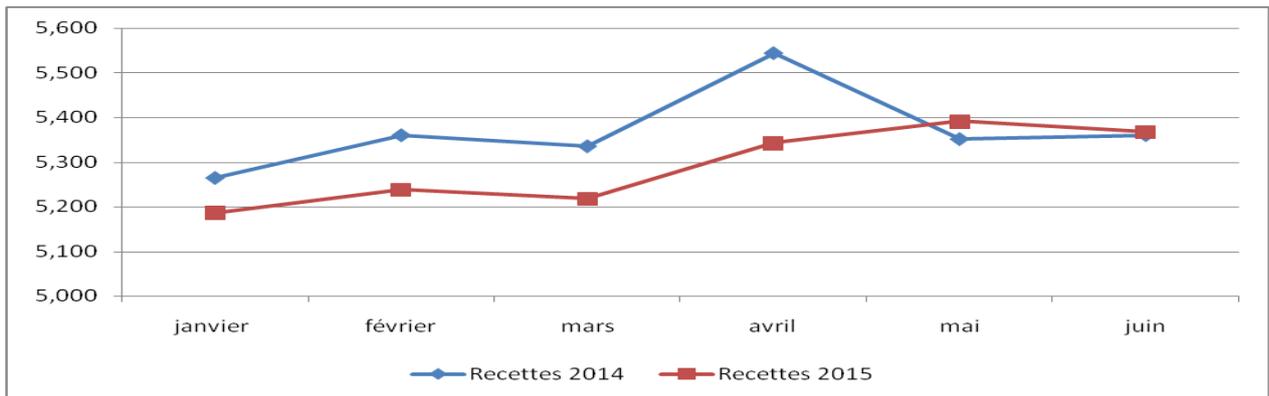
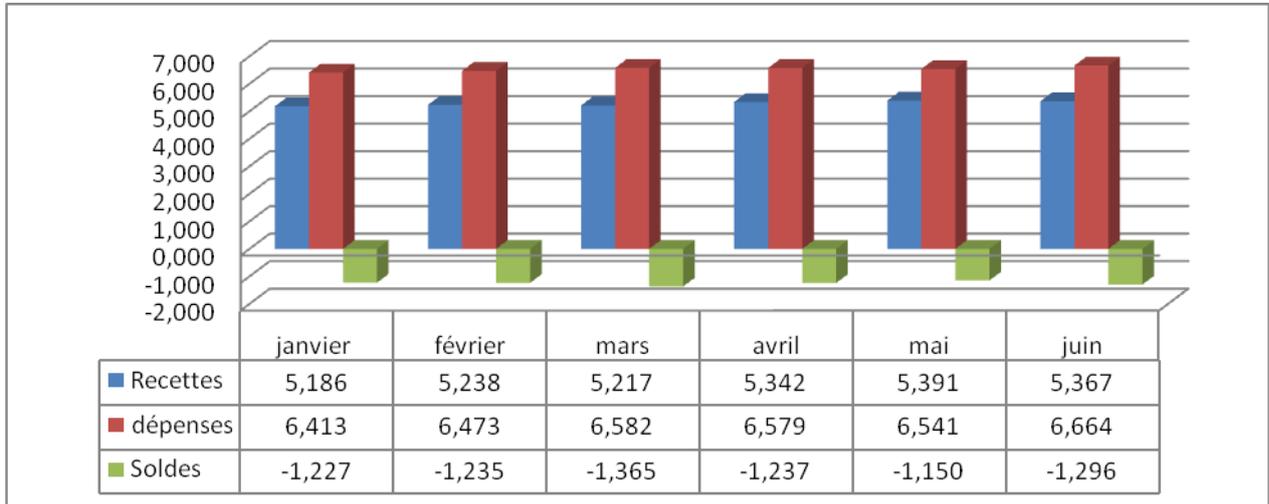
Tableau 12: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires au premier semestre 2015

Recettes du FNR	janvier		février		mars		avril		mai		juin		Total des recettes cum (mds FCFA)
	Recettes en (milliards FCFA)	Nombre de cotisants	Recettes en (milliards FCFA)	Nombre de cotisants	Recettes en (milliards FCFA)	Nombre de cotisants	Recettes en (milliards FCFA)	Nombre de cotisants	Recettes en (milliards FCFA)	Nombre de cotisants	Recettes en (milliards FCFA)	Nombre de cotisants	
Montant / effectif	6,413	59 959	6,473	60 195	6,582	60 471	6,579	60 735	6,541	60 897	6,664	61 182	39,252

➤ **Solde du FNR au 30 juin 2015**

Les recettes du FNR au cours du 2^{ème} trimestre 2015 s'élèvent à 16,101 milliards FCFA tandis que pour la même période, les dépenses s'élèvent à 19,784 milliards FCFA. Le déficit constaté au cours de cette période s'élève à -7,510 milliards contre 4,528 milliards FCFA pour la même période de 2014.

Graphique 5: Situation du FNR au premier semestre 2015



III.1.2 Les autres comptes d'affectation spéciale

Les comptes d'affectation spéciale (hors FNR) ont enregistré des recettes cumulées, au 30 juin 2015, de l'ordre de 337,527 millions dont 11,10 millions pour frais de constitution des sociétés à participation publique et 326,427 millions pour la Caisse d'Encouragement à la Pêche. Par rapport à la même période 2014, ces recettes sont en forte baisse de 485,565 millions provenant surtout du fonds de la Caisse d'Encouragement à la Pêche.

Les dépenses portées sur lesdits comptes s'élèvent en revanche à 350,242 millions au même moment, soit un solde déficitaire au terme du premier semestre de 12,714 millions imputable uniquement aux opérations du compte « Frais de contrôle des sociétés à participation publique ».

III.2 Le compte de commerce

Le compte de commerce « opération des armées à caractère industriel et commercial » n'a enregistré ni dépenses ni recettes à fin mars 2015.

III.3 Les comptes de prêts

Globalement, les recettes issues du recouvrement des prêts communément appelés « prêts DMC » sont arrêtées à 5,204 milliards. Le montant des prêts accordés aux agents de l'Etat s'élève à 4,749 milliard pour la période sous revue. Ainsi, au titre des opérations du premier semestre, les comptes de prêts restent créditeur de 0,455 milliard.

III.4 Les comptes d'avance

Les comptes d'avances sont restés inactifs sur la période sous revue.

III.5 Les comptes de garanties et d'avaux

Les comptes de garanties et d'avaux sont restés inactifs sur la période sous revue.

ANNEXE 1: Situation d'exécution des recettes budgétaires et son évolution au 1er semestre 2015 (en milliards)

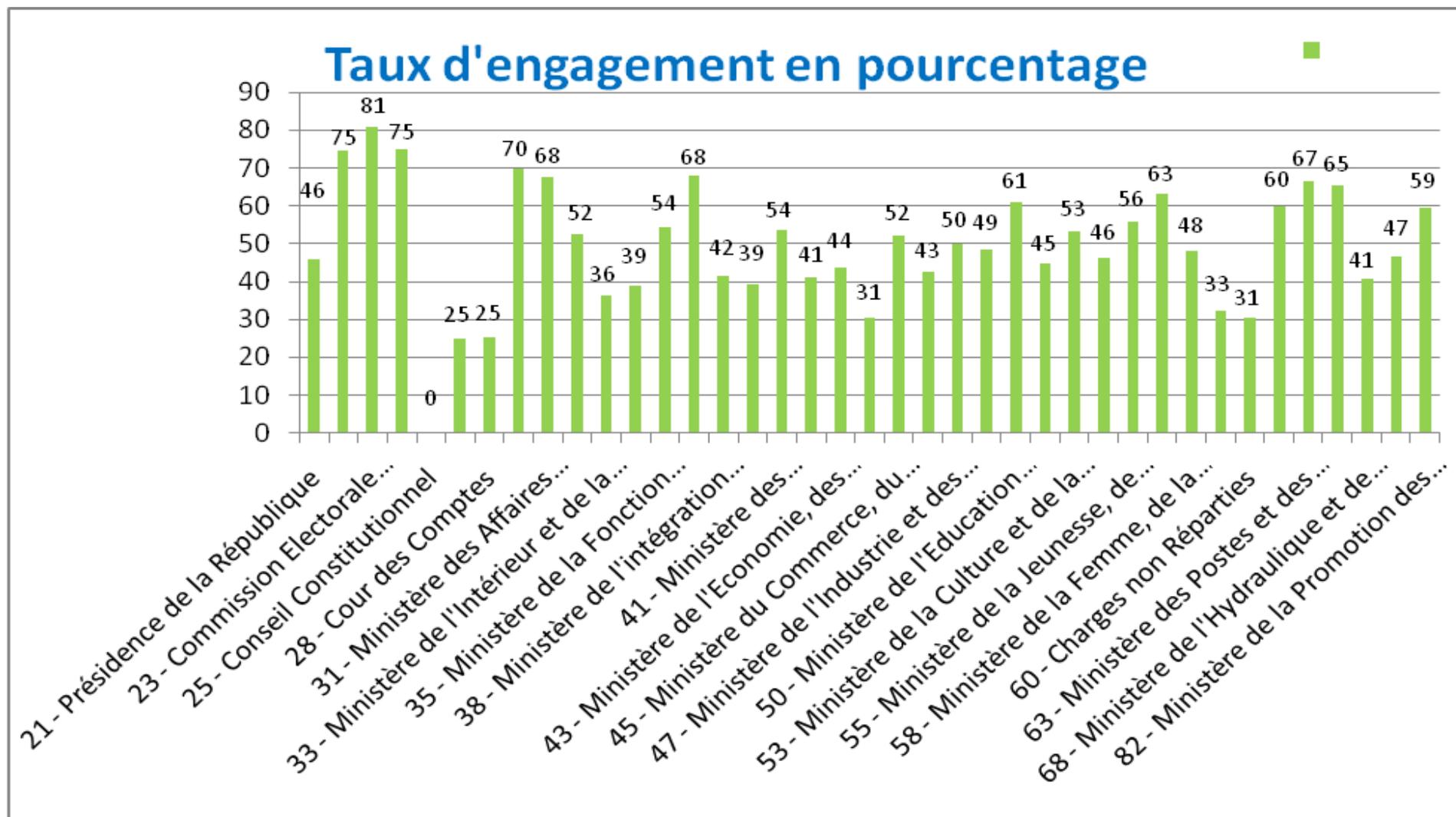
Nature de la recette	Prévisions LFI	Recouvrements 2015							
		Trim. 1	Trim. 2	Cumul au 2015	Ecart entre Prévision et réalisation	réalisation 2014	Ecart entre 2014 et 2015		taux de réalisation 2015
							VR	%	
071 RECETTES FISCALES									
711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	187,5	58,50	95,78	154,28	-33,224	145,491	8,78	6,04%	82,28%
712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations	274	69,81	65,79	135,60	-138,403	114,572	21,025	18,35%	49,49%
Total impôts sur revenu et sur salaires (711+712)	461,50	128,31	161,57	289,87	-171,627	260,063	29,81	11,46%	62,81%
713 impôts sur le patrimoine	24,6	8,50	4,70	13,21	-11,394	14,341	-1,135	-7,91%	53,68%
714 Autres impôts directs (CFCE)	0,6	0,06	0,12	0,18	-0,422	0,133	0,045	33,83%	29,67%
TOTAL Impôts directs (711+ 712+ 713+ 714)	486,70	136,87	166,38	303,26	-183,443	274,537	28,72	10,46%	62,31%
715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	801,7	140,65	208,66	349,32	-452,385	329,275	20,04	6,09%	43,57%
716 Droits de timbre et d'enregistrement	37,3	7,44	14,45	21,89	-15,408	12,824	9,068	70,71%	58,69%
717 Droits et taxes à l'importation	242,8	40,62	57,90	98,51	-144,287	95,808	2,705	2,82%	40,57%
719 Autres recettes fiscales	33,2	10,83	7,13	17,96	-15,24	34,064	-16,104	-47,28%	54,10%
Total impôts indirects (715+716+717+719)	1115,00	199,54	288,14	487,68	-627,32	471,971	15,709	3,33%	43,74%
071 TOTAL RECETTES FISCALES (711+715+716+717+719)	1601,70	336,42	454,52	790,94	-810,763	746,508	44,429	5,95%	49,38%
072 RECETTES NON FISCALES				0,00	0		0	0	0
721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine	17	4,28	10,85	15,12	-1,878	7,003	8,119	115,94%	88,95%
722 Droits et frais administratifs	0,1	0,66	0,54	1,20	1,097	0,722	0,475	65,79%	1197,00 %
723 Amendes et condamnations pécuniaires	0,1	0,05	0,03	0,08	-0,022	0,068	0,01	14,71%	78,00%
724 Produits financiers	51,9	0,43	47,59	48,02	-3,885	14,942	33,073	221,34%	92,51%
729 Autres recettes non fiscales	8,9	0,72	2,38	3,10	-5,8	0,935	2,165	231,55%	34,83%
TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 à 731)	78,00	6,12	61,39	67,51	-10,488	23,67	43,842	185,22%	86,55%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1679,70	342,54	515,91	858,45	-821,251	770,178	88,271	11,46%	51,11%
74 Dons budgétaires	35	0,69	7,79	8,48	-26,521	0	8,479	0	24,23%
76 Recettes exceptionnelles (dont PPTE / IADM)	84	11,48	76,02	87,50	3,497	26,162	61,335	234,44%	104,16%
14 Emission de bons du Trésor	170,613	87,00	27,17	114,17	-56,448	67,922	46,243	68,08%	66,91%
17 Autres Emprunts (Emissions d'obligations)	361,469	141,92	29,50	171,42	-190,049	103,061	68,359	66,33%	47,42%
29 Remboursement Prêts rétrocédés	3	1,01	0,00	1,01	-1,986	0,018	0,996	5533%	33,80%
16 Emprunt Programme	38		0,00	0,00	-38	0	0	0	0,00%
Total Autres Recettes (74 - 75 -76- 14- 17-29-16)	692,08	242,11	140,47	382,58	-309,507	197,163	185,412	94,04%	55,28%
Total Recettes internes (71-72-74-76-29)	2371,78	584,65	656,38	1241,02	-1130,758	967,341	273,683	28,29%	52,32%
Recettes externes non assignées au Trésor				0	0	0	0	0	0
12 Dons Projet et legs	194	0	0		-194	0	0	0	0
15 Tirage sur Emprunt projets	211	0	0		-211	0	0	0	0
Total Recettes externes non assignées au Trésor (12 - 15)	405	0	0	0	-405		0	0	0,00%
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	2776,782	584,648	656,376	1241,024	-1535,758	967,341	273,683	28,29%	44,69%

ANNEXE 2: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 30 juin 2015 en FCFA

LIBELLES	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
Comptes d'affectation spéciale			
96.101 Fonds national de retraite	31 742 000 000	39 252 000 000	-7 510 000 000
96.102 Frais de cont. des stes à particip publique	11 100 000	71 482 896	-60 382 896
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	326 427 836	278 759 118	47 668 718
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	0	0	0
Sous-total	32 079 527 836	39 602 242 014	-7 522 714 178
Comptes de commerce			-
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com.			-
Sous-total	-	-	-
Comptes de prêts			-
96.503 Prêts aux collectivités locales			-
96.507 Prêts aux particuliers	5 204 927 025	4 749 418 443	455 508 582
Sous-total	5 204 927 025	4 749 418 443	455 508 582
Comptes d'avances			-
96.605 Avances aux collectivités locales			0
96.609 Avances à 1 an aux particuliers			0
Sous-total	0	0	0
Total CST	37 284 454 861	44 351 660 457	-7 067 205 596

Sources : DGCPT sauf pour les données sur le FNR fournies par la DSPRV

ANNEXE 3: Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 30 juin 2015 (hors dette et hors personnel)





SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION : 2015
MOIS : 06-2015
à la date du 30/06/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT			PHASE ENGAGEMENT					PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (9= (8/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)* 100	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
Dépenses de fonctionnement	9 488 045 000	0	902 924 303	10 390 969 303	3 520 100 328	6 870 868 975	2 977 183 008	29	2 642 385 639	2 637 086 259	25	2 616 867 749	2 605 067 749	11 800 000
Transferts courants	19 012 857 000	0	5 230 661 000	24 243 518 000	20 710 021 500	3 533 496 500	20 710 021 500	85	20 710 021 500	20 710 021 500	85	20 710 021 500	20 710 021 500	0
Investissements exécutés par l'état	472 900 000	0	450 000 000	1 624 900 000	833 970 536	790 929 464	803 970 536	49	752 925 054	747 925 054	46	747 188 734	45 188 734	702 000 000
Transfert en capital	27 047 000 000	0	1 543 540 868	28 590 540 868	12 955 000 000	15 635 540 868	12 955 000 000	45	12 955 000 000	12 955 000 000	45	12 555 000 000	12 555 000 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	500 000 000	0	0	500 000 000	114 395 647	385 604 353	111 395 647	22	86 131 107	86 131 107	17	71 482 896	71 482 896	0
Transferts courants	4 934 506 000	0	0	4 934 506 000	2 410 000 000	2 524 506 000	2 410 000 000	49	2 410 000 000	2 410 000 000	49	2 410 000 000	2 410 000 000	0
Transfert en capital	500 000 000	0	0	529 000 000	529 000 000	0	529 000 000	100	529 000 000	529 000 000	100	529 000 000	529 000 000	0
Transferts courants	1 600 983 000	0	0	1 600 983 000	1 300 983 000	300 000 000	1 300 983 000	81	1 300 983 000	1 300 983 000	81	1 300 983 000	1 100 000 000	200 983 000
Transferts courants	2 002 087 000	0	0	2 002 087 000	1 001 043 500	1 001 043 500	1 001 043 500	50	1 001 043 500	1 001 043 500	50	1 001 043 500	1 001 043 500	0
Transfert en capital	500 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	100	500 000 000	500 000 000	100	500 000 000	500 000 000	0
Dépenses de fonctionnement	110 830 000	0	0	110 830 000	0	110 830 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants	500 000	0	0	500 000	0	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	44 000 000	0	0	44 000 000	0	44 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses de fonctionnement	769 403 000	0	0	769 403 000	577 052 250	192 350 750	577 052 250	75	577 052 250	577 052 250	75	384 701 500	384 701 500	0
Transferts courants	1 660 000	0	0	1 660 000	0	1 660 000	0	0	0	0	0	0	0	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

32

				Reports de crédits (4)												
21 - Présidence de la République	56 520 802 000	0	8 127 126 171	702 000 000	65 349 928 171	38 133 488 011	27 216 440 160	37 557 570 691	57	37 146 463 300	37 136 163 920	57	36 700 560 879	35 986 760 879	713 800 000	
				0												
				0												
				702 000 000												
				0												
				0												
22 - Assemblée Nationale	5 434 506 000	0	0	29 000 000	5 463 506 000	2 939 000 000	2 524 506 000	2 939 000 000	54	2 939 000 000	2 939 000 000	54	2 939 000 000	2 939 000 000	0	
				0												
				29 000 000												
23 - Commission Electorale Nationale Autonome	1 600 983 000	0	0	0	1 600 983 000	1 300 983 000	300 000 000	1 300 983 000	81	1 300 983 000	1 300 983 000	81	1 300 983 000	1 100 000 000	200 983 000	
				0												
24 - Conseil Economique, Social et Environnemental	2 502 087 000	0	0	0	2 502 087 000	1 501 043 500	1 001 043 500	1 501 043 500	60	1 501 043 500	1 501 043 500	60	1 501 043 500	1 501 043 500	0	
				0												
				0												
25 - Conseil Constitutionnel	155 330 000	0	0	0	155 330 000	0	155 330 000	0	0	0	0	0	0	0	0	
				0												
				0												
				0												
27 - Cour Suprême	846 063 000	0	0	0	846 063 000	577 052 250	269 010 750	577 052 250	68	577 052 250	577 052 250	68	384 701 500	384 701 500	0	
				0												
				0												



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

06-2015

à la date du 30/06/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (9=(8/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(15=13-14)
Transfert en capital	75 000 000	0	0	0	75 000 000	0	75 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
28 - Cour des Comptes	2 035 879 000	0	0	0	2 035 879 000	697 490 510	1 338 388 490	682 490 510	34	639 501 570	639 501 570	31	633 191 450	633 191 450	0
Dépenses de fonctionnement	242 879 000	0	0	0	242 879 000	87 490 510	155 388 490	82 490 510	34	39 501 570	39 501 570	16	33 191 450	33 191 450	0
Transferts courants	900 000 000	0	0	0	900 000 000	600 000 000	300 000 000	600 000 000	67	600 000 000	600 000 000	67	600 000 000	600 000 000	0
Investissements executés par l'état	100 000 000	0	0	0	100 000 000	10 000 000	90 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	793 000 000	0	0	0	793 000 000	0	793 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
30 - Primature	14 303 924 000	0	18 851 750 000	0	33 155 674 000	28 530 070 018	4 625 603 982	27 733 771 020	84	27 233 179 106	27 225 504 986	82	27 161 802 138	26 372 007 675	789 794 463
Dépenses de fonctionnement	3 143 224 000	0	0	0	3 143 224 000	2 385 335 268	757 888 732	1 689 036 270	54	1 188 444 356	1 180 770 236	38	1 127 067 388	1 126 272 925	794 463
Transferts courants	4 260 700 000	0	257 000 000	0	4 517 700 000	2 999 984 750	1 517 715 250	2 899 984 750	64	2 899 984 750	2 899 984 750	64	2 889 984 750	2 100 984 750	789 000 000
Transfert en capital	6 900 000 000	0	18 594 750 000	0	25 494 750 000	23 144 750 000	2 350 000 000	23 144 750 000	91	23 144 750 000	23 144 750 000	91	23 144 750 000	23 144 750 000	0
31 - Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Étranger	31 489 932 000	0	2 065 164 536	400 000 000	33 955 096 536	28 321 014 762	5 634 081 774	27 524 550 383	81	6 013 639 687	5 952 334 676	18	5 923 074 213	5 593 352 956	329 721 257
Dépenses de fonctionnement	21 329 298 000	0	1 921 150 536	0	23 250 448 536	21 481 044 376	1 769 404 160	20 825 552 175	90	1 167 498 699	1 112 078 838	5	1 082 818 375	1 037 855 411	44 962 964
Transferts courants	5 710 634 000	0	44 014 000	0	5 754 648 000	4 045 296 993	1 709 351 007	3 910 093 493	68	3 807 093 493	3 801 208 343	66	3 801 208 343	3 773 447 889	27 760 454
Investissements executés par l'état	2 450 000 000	0	0	0	2 450 000 000	1 394 673 393	1 055 326 607	1 388 904 715	57	39 047 495	39 047 495	2	39 047 495	32 049 656	6 997 839
Transfert en capital	2 000 000 000	0	100 000 000	400 000 000	2 500 000 000	1 400 000 000	1 100 000 000	1 400 000 000	56	1 000 000 000	1 000 000 000	40	1 000 000 000	750 000 000	250 000 000
32 - Ministère des Forces Armées	55 899 662 000	0	2 277 399 000	2 283 648 187	60 460 709 187	39 804 300 382	20 656 408 805	39 720 491 132	66	38 053 894 101	37 821 431 300	63	36 847 847 592	23 236 577 244	13 611 270 348
Dépenses de fonctionnement	22 389 975 000	0	596 700 000	0	22 986 675 000	12 183 065 990	10 803 609 010	12 099 256 740	53	11 753 090 867	11 620 619 985	51	11 028 436 277	10 797 459 244	230 977 033
Transferts courants	2 359 687 000	0	310 699 000	0	2 670 386 000	1 434 193 000	1 236 193 000	1 434 193 000	54	1 434 193 000	1 434 193 000	54	1 434 193 000	1 224 193 000	210 000 000
Investissements executés par l'état	30 500 000 000	0	630 000 000	2 283 648 187	33 413 648 187	25 197 041 392	8 216 606 795	25 197 041 392	75	23 876 610 234	23 776 618 315	71	23 395 218 315	10 224 925 000	13 170 293 315
Transfert en capital	500 000 000	0	740 000 000	0	1 240 000 000	990 000 000	250 000 000	990 000 000	80	990 000 000	990 000 000	80	990 000 000	990 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2015****MOIS :****06-2015**

à la date du 30/06/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (9=(8/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(15=13-14)
Comptes Spéciaux du Trésor	150 000 000	0	0	0	150 000 000	0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
33 - Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	25 450 075 000	0	3 128 120 000	550 000 000	29 128 195 000	12 300 340 955	16 827 854 045	11 065 595 427	38	8 654 742 095	7 530 605 258	26	6 900 340 767	6 284 554 463	615 786 304
Dépenses de fonctionnement	6 250 075 000	0	1 328 120 000	0	7 578 195 000	3 160 381 530	4 417 813 470	2 309 156 002	30	1 926 298 313	1 747 537 659	23	1 652 875 618	1 330 143 810	322 731 808
Transferts courants	4 000 000 000	0	0	0	4 000 000 000	3 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000	75	3 000 000 000	3 000 000 000	75	3 000 000 000	3 000 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	13 980 000 000	0	100 000 000	0	14 080 000 000	4 619 959 425	9 460 040 575	4 236 439 425	30	2 208 443 782	1 763 067 599	13	1 227 465 149	934 410 653	293 054 496
Transfert en capital	1 020 000 000	0	1 700 000 000	550 000 000	3 270 000 000	1 520 000 000	1 750 000 000	1 520 000 000	46	1 520 000 000	1 020 000 000	31	1 020 000 000	1 020 000 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	200 000 000	0	0	0	200 000 000	0	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
34 - Ministère de la Justice	8 835 801 000	0	375 000 000	0	9 210 801 000	5 011 143 014	4 199 657 986	4 736 366 429	51	3 354 760 469	3 351 690 983	36	3 155 535 482	2 797 332 876	358 202 606
Dépenses de fonctionnement	5 291 939 000	0	300 000 000	0	5 591 939 000	3 107 337 265	2 484 601 735	2 889 971 096	52	2 023 817 570	2 020 748 084	36	1 898 946 287	1 601 726 860	297 219 427
Transferts courants	1 543 862 000	0	75 000 000	0	1 618 862 000	920 147 000	698 715 000	920 147 000	57	920 147 000	920 147 000	57	920 147 000	920 147 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 954 000 000	0	0	0	1 954 000 000	983 658 749	970 341 251	926 248 333	47	410 795 899	410 795 899	21	336 442 195	275 459 016	60 983 179
Transfert en capital	46 000 000	0	0	0	46 000 000	0	46 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
35 - Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des	750 089 000	0	75 000 000	0	825 089 000	357 914 553	467 174 447	321 083 787	39	227 376 101	225 716 169	27	207 992 149	202 996 619	4 995 530
Dépenses de fonctionnement	375 089 000	0	75 000 000	0	450 089 000	231 043 173	219 045 827	194 212 407	43	121 484 531	119 824 599	27	114 089 379	114 089 379	0
Transferts courants	65 000 000	0	0	0	65 000 000	65 000 000	0	65 000 000	100	65 000 000	65 000 000	100	65 000 000	65 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	310 000 000	0	0	0	310 000 000	61 871 380	248 128 620	61 871 380	20	40 891 570	40 891 570	13	28 902 770	23 907 240	4 995 530
37 - Ministère du Travail, du dialogue	960 790 000	0	25 500 000	35 000 000	1 021 290 000	558 146 524	463 143 476	558 026 524	55	452 859 004	449 914 353	44	447 278 458	446 978 998	299 460
Dépenses de fonctionnement	245 870 000	0	0	0	245 870 000	155 355 403	90 514 597	155 235 403	63	107 731 056	106 571 596	43	104 989 146	104 689 686	299 460
Transferts courants	269 920 000	0	15 000 000	0	284 920 000	210 000 000	74 920 000	210 000 000	74	210 000 000	210 000 000	74	210 000 000	210 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	445 000 000	0	10 500 000	0	455 500 000	157 791 121	297 708 879	157 791 121	35	100 127 948	98 342 757	22	97 289 312	97 289 312	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2015****MOIS :****06-2015**

à la date du 30/06/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (9=(8/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(15=13-14)
Transfert en capital	0	0	0	35 000 000	35 000 000	35 000 000	0	35 000 000	100	35 000 000	35 000 000	100	35 000 000	35 000 000	0
38 - Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la	774 000 000	0	360 000 000	0	1 134 000 000	463 585 948	670 414 052	463 585 948	41	370 842 493	362 918 847	32	327 827 696	322 824 020	5 003 676
Dépenses de fonctionnement	260 000 000	0	360 000 000	0	620 000 000	216 875 919	403 124 081	216 875 919	35	158 051 140	156 127 440	25	146 627 560	141 623 884	5 003 676
Investissements executés par l'état	514 000 000	0	0	0	514 000 000	246 710 029	267 289 971	246 710 029	48	212 791 353	206 791 407	40	181 200 136	181 200 136	0
40 - Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	6 715 446 000	0	426 024 750	0	7 141 470 750	2 542 498 617	4 598 972 133	2 537 602 506	36	2 250 472 031	2 220 191 565	31	2 186 876 173	2 147 887 193	38 988 980
Dépenses de fonctionnement	556 999 000	0	0	0	556 999 000	279 745 998	277 253 002	275 239 860	49	231 135 903	219 819 437	39	208 023 931	201 136 670	6 887 261
Transferts courants	183 447 000	0	426 024 750	0	609 471 750	238 050 750	371 421 000	238 050 750	39	238 050 750	235 086 750	39	235 086 750	235 086 750	0
Investissements executés par l'état	1 304 000 000	0	0	0	1 304 000 000	560 229 839	743 770 161	559 839 866	43	316 813 348	316 813 348	24	309 277 773	309 045 119	232 654
Transfert en capital	3 721 000 000	0	0	0	3 721 000 000	1 123 000 000	2 598 000 000	1 123 000 000	30	1 123 000 000	1 123 000 000	30	1 123 000 000	1 123 000 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	950 000 000	0	0	0	950 000 000	341 472 030	608 527 970	341 472 030	36	341 472 030	325 472 030	34	311 487 719	279 618 654	31 869 065
41 - Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du	87 561 231 000	0	25 000 000	2 500 000 000	90 086 231 000	36 073 055 706	54 013 175 294	36 042 055 706	40	35 843 622 295	35 430 642 295	39	35 420 582 645	35 420 015 835	566 810
Dépenses de fonctionnement	290 231 000	0	0	0	290 231 000	173 357 346	116 873 654	167 357 346	58	118 423 935	105 443 935	36	98 383 845	97 817 035	566 810
Transferts courants	250 000 000	0	0	0	250 000 000	250 000 000	0	250 000 000	100	250 000 000	250 000 000	100	250 000 000	250 000 000	0
Investissements executés par l'état	1 166 000 000	0	25 000 000	0	1 191 000 000	230 820 994	960 179 006	205 820 994	17	56 320 994	56 320 994	5	53 321 434	53 321 434	0
Transfert en capital	85 855 000 000	0	0	2 500 000 000	88 355 000 000	35 418 877 366	52 936 122 634	35 418 877 366	40	35 418 877 366	35 018 877 366	40	35 018 877 366	35 018 877 366	0
42 - Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	70 516 879 000	0	15 000 000	0	70 531 879 000	35 774 350 061	34 757 528 939	32 258 770 936	46	31 883 217 112	31 883 217 112	45	31 858 433 453	30 594 757 868	1 263 675 585
Dépenses de fonctionnement	1 089 753 000	0	15 000 000	0	1 104 753 000	520 826 790	583 926 210	512 330 982	46	405 942 681	405 942 681	37	396 251 456	388 448 852	7 802 604
Transferts courants	20 607 126 000	0	0	0	20 607 126 000	12 435 112 377	8 172 013 623	11 876 557 377	58	11 876 557 377	11 876 557 377	58	11 876 557 377	11 428 564 377	447 993 000
Investissements executés par l'état	2 785 000 000	0	0	0	2 785 000 000	627 106 660	2 157 893 340	508 578 343	18	239 412 820	239 412 820	9	224 320 386	166 440 405	57 879 981
Transfert en capital	46 035 000 000	0	0	0	46 035 000 000	22 191 304 234	23 843 695 766	19 361 304 234	42	19 361 304 234	19 361 304 234	42	19 361 304 234	18 611 304 234	750 000 000

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2015****MOIS :****06-2015**

à la date du 30/06/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (9=(8/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(15=13-14)
43 - Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	143 198 383 000	0	7 940 017 696	7 923 045 268	159 061 445 964	44 639 890 030	114 421 555 934	44 353 064 868	28	41 567 953 891	39 673 031 662	25	39 341 111 416	32 323 459 135	7 017 652 281
Dépenses de fonctionnement	10 528 903 000	0	1 266 173 406	0	11 795 076 406	4 801 917 570	6 993 158 836	4 616 485 872	39	3 630 210 716	3 484 048 036	30	3 355 843 372	3 140 787 500	215 055 872
Transferts courants	5 228 880 000	0	339 990 000	0	5 568 870 000	3 116 295 500	2 452 574 500	3 116 295 500	56	3 116 295 500	3 116 295 500	56	3 096 295 500	3 096 295 500	0
Investissements executés par l'état	17 045 600 000	0	333 854 290	580 000 000	17 959 454 290	10 521 404 451	7 438 049 839	10 420 010 987	58	8 621 175 166	8 587 915 617	48	8 404 325 545	6 955 229 136	1 449 096 409
Transfert en capital	19 945 000 000	0	6 000 000 000	7 343 045 268	33 288 045 268	19 735 228 556	13 552 816 712	19 735 228 556	59	19 735 228 556	19 735 228 556	59	19 735 228 556	18 735 228 556	1 000 000 000
Comptes Spéciaux du Trésor	90 450 000 000	0	0	0	90 450 000 000	6 465 043 953	83 984 956 047	6 465 043 953	7	6 465 043 953	4 749 543 953	5	4 749 418 443	395 918 443	4 353 500 000
44 - Ministère de l'Energie et du Développement des Energies	32 949 465 000	0	0	0	32 949 465 000	10 550 965 547	22 398 499 453	10 549 865 556	32	10 461 786 827	10 461 711 827	32	10 378 989 096	10 378 989 096	0
Dépenses de fonctionnement	876 784 000	0	0	0	876 784 000	272 301 913	604 482 087	271 201 922	31	190 242 378	190 167 378	22	182 694 647	182 694 647	0
Transferts courants	7 572 681 000	0	0	0	7 572 681 000	4 333 834 449	3 238 846 551	4 333 834 449	57	4 333 834 449	4 333 834 449	57	4 333 834 449	4 333 834 449	0
Investissements executés par l'état	7 130 205 000	0	0	0	7 130 205 000	11 931 685	7 118 273 315	11 931 685	0	4 812 500	4 812 500	0	4 562 500	4 562 500	0
Transfert en capital	17 369 795 000	0	0	0	17 369 795 000	5 932 897 500	11 436 897 500	5 932 897 500	34	5 932 897 500	5 932 897 500	34	5 857 897 500	5 857 897 500	0
45 - Ministère du Commerce, du secteur informel, de la	6 887 946 000	0	329 154 100	2 000 000 000	9 217 100 100	6 250 261 192	2 966 838 908	6 250 076 542	68	6 187 975 495	6 183 987 095	67	6 167 718 340	3 665 048 860	2 502 669 480
Dépenses de fonctionnement	275 464 000	0	0	0	275 464 000	165 900 189	109 563 811	165 715 539	60	134 814 352	134 814 352	49	124 545 597	121 876 117	2 669 480
Transferts courants	1 480 482 000	0	279 154 100	0	1 759 636 100	1 039 368 500	720 267 600	1 039 368 500	59	1 039 368 500	1 039 368 500	59	1 039 368 500	1 039 368 500	0
Investissements executés par l'état	376 000 000	0	0	0	376 000 000	61 159 170	314 840 830	61 159 170	16	29 959 310	25 970 910	7	19 970 910	19 970 910	0
Transfert en capital	4 756 000 000	0	50 000 000	2 000 000 000	6 806 000 000	4 983 833 333	1 822 166 667	4 983 833 333	73	4 983 833 333	4 983 833 333	73	4 983 833 333	2 483 833 333	2 500 000 000
46 - Ministère du renouvellement urbain, de l'habitat et du cadre de vie	28 378 821 000	0	298 000 000	0	28 676 821 000	9 622 395 415	19 054 425 585	9 610 808 115	34	9 376 030 212	9 372 030 248	33	9 351 000 260	9 350 789 810	210 450
Dépenses de fonctionnement	373 321 000	0	0	0	373 321 000	266 546 294	106 774 706	254 958 994	68	169 987 612	165 987 648	44	144 957 660	144 747 210	210 450
Transferts courants	129 000 000	0	0	0	129 000 000	65 000 000	64 000 000	65 000 000	50	65 000 000	65 000 000	50	65 000 000	65 000 000	0
Investissements executés par l'état	10 393 500 000	0	58 000 000	0	10 451 500 000	167 849 121	10 283 650 879	167 849 121	2	18 042 600	18 042 600	0	18 042 600	18 042 600	0
Transfert en capital	17 483 000 000	0	240 000 000	0	17 723 000 000	9 123 000 000	8 600 000 000	9 123 000 000	51	9 123 000 000	9 123 000 000	51	9 123 000 000	9 123 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2015****MOIS :****06-2015**

à la date du 30/06/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (9=(8/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(15=13-14)
47 - Ministère de l'Industrie et des Mines	21 247 588 000	0	70 000 000	0	21 317 588 000	10 526 810 415	10 790 777 585	10 480 920 864	49	10 406 925 000	10 397 834 575	49	10 350 443 634	10 350 443 634	0
Dépenses de fonctionnement	202 843 000	0	0	0	202 843 000	131 803 219	71 039 781	131 803 219	65	94 302 655	94 302 655	46	93 302 723	93 302 723	0
Transferts courants	1 226 745 000	0	30 000 000	0	1 256 745 000	633 352 500	623 392 500	633 352 500	50	633 352 500	633 352 500	50	633 352 500	633 352 500	0
Investissements exécutés par l'état	1 358 000 000	0	40 000 000	0	1 398 000 000	531 654 696	866 345 304	485 765 145	35	449 269 845	440 179 420	31	393 788 411	393 788 411	0
Transfert en capital	18 460 000 000	0	0	0	18 460 000 000	9 230 000 000	9 230 000 000	9 230 000 000	50	9 230 000 000	9 230 000 000	50	9 230 000 000	9 230 000 000	0
49 - Ministère du Tourisme et des Transports Aériens	19 082 099 000	0	2 750 000 000	1 000 000 000	22 832 099 000	12 675 456 293	10 156 642 707	12 564 402 293	55	12 451 298 195	12 450 887 247	55	12 432 655 193	12 428 369 763	4 285 430
Dépenses de fonctionnement	266 099 000	0	250 000 000	0	516 099 000	289 025 913	227 073 087	177 971 913	34	93 766 605	93 766 605	18	75 539 591	71 254 161	4 285 430
Transferts courants	986 000 000	0	1 000 000 000	0	1 986 000 000	993 000 000	993 000 000	993 000 000	50	993 000 000	993 000 000	50	993 000 000	993 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	80 000 000	0	0	0	80 000 000	43 430 380	36 569 620	43 430 380	54	14 531 590	14 120 642	18	14 115 602	14 115 602	0
Transfert en capital	17 750 000 000	0	1 500 000 000	1 000 000 000	20 250 000 000	11 350 000 000	8 900 000 000	11 350 000 000	56	11 350 000 000	11 350 000 000	56	11 350 000 000	11 350 000 000	0
50 - Ministère de l'Education Nationale	140 860 602 000	0	839 538 248	1 200 000 000	142 900 140 248	67 727 172 828	75 172 967 420	67 600 059 919	47	54 172 829 323	54 090 854 597	38	48 548 522 116	45 323 627 878	3 224 894 238
Dépenses de fonctionnement	115 884 697 000	0	639 538 248	0	116 524 235 248	54 744 197 649	61 780 037 599	54 619 584 740	47	45 251 152 430	45 209 035 168	39	42 225 025 737	39 197 231 608	3 027 794 129
Transferts courants	5 009 905 000	0	200 000 000	0	5 209 905 000	4 675 280 500	534 624 500	4 675 280 500	90	4 675 280 500	4 675 280 500	90	4 675 280 500	4 675 280 500	0
Investissements exécutés par l'état	16 935 000 000	0	0	0	16 935 000 000	4 987 194 679	11 947 805 321	4 984 694 679	29	925 896 393	886 038 929	5	737 715 879	540 615 770	197 100 109
Transfert en capital	3 031 000 000	0	0	1 200 000 000	4 231 000 000	3 320 500 000	910 500 000	3 320 500 000	78	3 320 500 000	3 320 500 000	78	910 500 000	910 500 000	0
52 - Ministère des Sports	4 838 052 000	0	1 184 400 000	0	6 022 452 000	3 481 325 946	2 541 126 054	3 075 868 726	51	2 563 593 244	2 548 071 593	42	2 540 528 923	2 329 083 137	211 445 786
Dépenses de fonctionnement	1 587 777 000	0	616 000 000	0	2 203 777 000	1 466 930 317	736 846 683	1 076 473 097	49	938 553 156	923 031 505	42	915 488 835	904 043 049	11 445 786
Transferts courants	500 275 000	0	568 400 000	0	1 068 675 000	850 261 611	218 413 389	835 261 611	78	835 261 611	835 261 611	78	835 261 611	635 261 611	200 000 000
Investissements exécutés par l'état	2 250 000 000	0	0	0	2 250 000 000	1 164 134 018	1 085 865 982	1 164 134 018	52	789 778 477	789 778 477	35	789 778 477	789 778 477	0
Transfert en capital	500 000 000	0	0	0	500 000 000	0	500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2015****MOIS :****06-2015**

à la date du 30/06/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (9=(8/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(15=13-14)
53 - Ministère de la Culture et de la Communication	10 478 644 000	0	1 473 551 410	358 000 000	12 310 195 410	8 367 780 357	3 942 415 053	8 364 033 377	68	8 258 394 560	8 224 018 485	67	8 208 501 313	8 203 115 537	5 385 776
Dépenses de fonctionnement	346 868 000	0	70 000 000	0	416 868 000	246 721 507	170 146 493	242 974 527	58	187 335 710	176 727 975	42	161 210 803	155 825 027	5 385 776
Transferts courants	6 143 776 000	0	1 403 551 410	0	7 547 327 410	5 346 346 510	2 200 980 900	5 346 346 510	71	5 346 346 510	5 339 290 510	71	5 339 290 510	5 339 290 510	0
Investissements exécutés par l'état	580 000 000	0	0	0	580 000 000	66 712 340	513 287 660	66 712 340	12	16 712 340	0	0	0	0	0
Transfert en capital	3 408 000 000	0	0	358 000 000	3 766 000 000	2 708 000 000	1 058 000 000	2 708 000 000	72	2 708 000 000	2 708 000 000	72	2 708 000 000	2 708 000 000	0
54 - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	69 413 842 000	0	326 000 000	2 440 776 664	72 180 618 664	31 278 299 133	40 902 319 531	31 166 918 531	43	25 783 196 328	25 762 761 892	36	24 948 348 775	23 625 238 164	1 323 110 611
Dépenses de fonctionnement	7 515 597 000	0	0	0	7 515 597 000	4 417 231 414	3 098 365 586	4 308 825 812	57	3 161 839 687	3 149 795 251	42	2 695 474 076	2 598 258 289	97 215 787
Transferts courants	34 123 245 000	0	0	0	34 123 245 000	14 675 535 201	19 447 709 799	14 675 535 201	43	14 675 535 201	14 675 535 201	43	14 629 561 201	13 886 551 201	743 010 000
Investissements exécutés par l'état	17 581 000 000	0	326 000 000	2 185 776 664	20 092 776 664	6 810 032 522	13 282 744 142	6 807 057 522	34	2 570 321 444	2 561 931 444	13	2 247 813 502	1 844 928 678	402 884 824
Transfert en capital	10 194 000 000	0	0	255 000 000	10 449 000 000	5 375 499 996	5 073 500 004	5 375 499 996	51	5 375 499 996	5 375 499 996	51	5 375 499 996	5 295 499 996	80 000 000
55 - Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction	6 061 109 000	0	300 000 000	0	6 361 109 000	5 154 948 235	1 206 160 765	4 644 405 237	73	4 591 781 618	4 591 781 618	72	4 583 856 794	4 500 601 833	83 254 961
Dépenses de fonctionnement	561 209 000	0	100 000 000	0	661 209 000	418 529 118	242 679 882	144 385 976	22	106 755 844	106 755 844	16	100 895 158	100 248 658	646 500
Transferts courants	1 499 900 000	0	0	0	1 499 900 000	1 163 410 000	336 490 000	1 163 410 000	78	1 163 410 000	1 163 410 000	78	1 163 410 000	1 163 410 000	0
Investissements exécutés par l'état	570 000 000	0	0	0	570 000 000	366 009 117	203 990 883	212 609 261	37	197 615 774	197 615 774	35	195 551 636	112 943 175	82 608 461
Transfert en capital	3 430 000 000	0	200 000 000	0	3 630 000 000	3 207 000 000	423 000 000	3 124 000 000	86	3 124 000 000	3 124 000 000	86	3 124 000 000	3 124 000 000	0
56 - Ministère de l'Environnement et du développement durable	11 616 521 000	0	-396 024 750	40 000 000	11 260 496 250	6 513 670 589	4 746 825 661	6 413 730 556	57	4 956 607 262	4 941 799 700	44	4 764 031 511	4 568 244 606	195 786 905
Dépenses de fonctionnement	3 315 231 000	0	0	0	3 315 231 000	1 960 111 833	1 355 119 167	1 951 571 242	59	1 529 218 260	1 525 853 301	46	1 441 514 816	1 353 665 491	87 849 325
Transferts courants	1 101 290 000	0	-426 024 750	0	675 265 250	555 701 000	119 564 250	555 701 000	82	555 701 000	555 701 000	82	555 701 000	555 701 000	0
Investissements exécutés par l'état	5 183 000 000	0	0	0	5 183 000 000	2 724 357 756	2 458 642 244	2 632 958 314	51	1 598 188 002	1 586 745 399	31	1 523 315 695	1 415 378 115	107 937 580
Transfert en capital	2 017 000 000	0	30 000 000	40 000 000	2 087 000 000	1 273 500 000	813 500 000	1 273 500 000	61	1 273 500 000	1 273 500 000	61	1 243 500 000	1 243 500 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2015****MOIS :****06-2015**

à la date du 30/06/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (9=(8/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(15=13-14)
58 - Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance	6 730 069 000	0	376 311 880	0	7 106 380 880	3 978 630 543	3 127 750 337	3 476 707 744	49	3 342 696 100	3 333 079 176	47	3 145 613 177	3 047 242 265	98 370 912
Dépenses de fonctionnement	563 575 000	0	0	0	563 575 000	369 893 883	193 681 117	369 893 883	66	300 483 020	293 397 940	52	268 531 239	257 545 069	10 986 170
Transferts courants	1 096 494 000	0	0	0	1 096 494 000	781 784 000	314 710 000	297 032 000	27	297 032 000	297 032 000	27	297 032 000	297 032 000	0
Investissements executés par l'état	2 011 200 000	0	368 311 880	0	2 379 511 880	771 385 660	1 608 126 220	754 214 861	32	689 614 080	687 082 236	29	524 482 938	437 098 196	87 384 742
Transfert en capital	3 058 800 000	0	8 000 000	0	3 066 800 000	2 055 567 000	1 011 233 000	2 055 567 000	67	2 055 567 000	2 055 567 000	67	2 055 567 000	2 055 567 000	0
59 - Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et	18 824 850 000	0	85 000 000	1 018 434 379	19 928 284 379	6 116 493 939	13 811 790 440	6 101 389 763	31	5 538 111 210	5 483 975 184	28	5 274 923 919	4 973 465 644	301 458 275
Dépenses de fonctionnement	7 381 165 000	0	0	0	7 381 165 000	3 708 123 736	3 673 041 264	3 696 019 356	50	3 452 638 546	3 441 329 412	47	3 283 438 804	3 014 847 329	268 591 475
Transferts courants	1 864 685 000	0	85 000 000	0	1 949 685 000	1 098 284 500	851 400 500	1 098 284 500	56	1 098 284 500	1 098 284 500	56	1 098 284 500	1 080 356 500	17 928 000
Investissements executés par l'état	4 199 000 000	0	0	0	4 199 000 000	526 650 216	3 672 349 784	523 650 420	12	203 752 677	160 925 785	4	144 759 567	129 820 767	14 938 800
Transfert en capital	5 380 000 000	0	0	1 018 434 379	6 398 434 379	783 435 487	5 614 998 892	783 435 487	12	783 435 487	783 435 487	12	748 441 048	748 441 048	0
60 - Charges non Réparties	253 228 369 000	0	-52 966 333 041	0	200 262 035 959	90 474 920 304	109 787 115 655	90 405 182 671	45	85 488 522 850	85 485 851 093	43	84 921 203 319	79 126 071 799	5 795 131 520
Dépenses de fonctionnement	133 643 157 000	0	-19 671 554 465	0	113 971 602 535	58 659 158 751	55 312 443 784	58 589 421 118	51	53 672 761 297	53 670 089 540	47	53 656 359 285	48 933 162 388	4 723 196 897
Transferts courants	91 585 212 000	0	-14 546 821 538	0	77 038 390 462	31 815 761 553	45 222 628 909	31 815 761 553	41	31 815 761 553	31 815 761 553	41	31 264 844 034	30 192 909 411	1 071 934 623
Investissements executés par l'état	28 000 000 000	0	-18 747 957 038	0	9 252 042 962	0	9 252 042 962	0	0	0	0	0	0	0	0
62 - Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	6 688 811 000	0	250 000 000	250 000 000	7 188 811 000	4 462 371 140	2 726 439 860	4 405 201 703	61	4 224 088 092	4 222 932 172	59	4 175 845 433	4 169 445 022	6 400 411
Dépenses de fonctionnement	909 215 000	0	0	0	909 215 000	266 225 108	642 989 892	224 760 171	25	159 125 016	158 129 096	17	150 104 221	146 752 206	3 352 015
Transferts courants	279 596 000	0	0	0	279 596 000	279 596 000	0	279 596 000	100	279 596 000	279 596 000	100	279 596 000	279 596 000	0
Investissements executés par l'état	2 086 000 000	0	0	250 000 000	2 336 000 000	502 550 032	1 833 449 968	486 845 532	21	371 367 076	371 207 076	16	332 145 212	329 096 816	3 048 396
Transfert en capital	3 414 000 000	0	250 000 000	0	3 664 000 000	3 414 000 000	250 000 000	3 414 000 000	93	3 414 000 000	3 414 000 000	93	3 414 000 000	3 414 000 000	0
63 - Ministère des Postes et des Télécommunications	702 096 000	0	0	0	702 096 000	421 412 588	280 683 412	421 412 588	60	222 262 089	208 556 719	30	186 092 356	186 092 356	0
Dépenses de fonctionnement	191 096 000	0	0	0	191 096 000	155 720 983	35 375 017	155 720 983	81	127 632 895	113 927 525	60	99 353 527	99 353 527	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

06-2015

à la date du 30/06/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (9=(8/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(15=13-14)
Investissements exécutés par l'état	511 000 000	0	0	0	511 000 000	265 691 605	245 308 395	265 691 605	52	94 629 194	94 629 194	19	86 738 829	86 738 829	0
65 - Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de	42 372 973 000	0	200 000 000	8 320 000 000	50 892 973 000	40 999 500 637	9 893 472 363	40 989 942 637	81	40 885 649 647	40 875 681 007	80	40 849 727 338	40 843 269 123	6 458 215
Dépenses de fonctionnement	259 402 000	0	0	0	259 402 000	162 839 495	96 562 505	162 839 495	63	133 298 184	133 298 184	51	119 436 755	112 978 540	6 458 215
Transferts courants	20 613 571 000	0	50 000 000	0	20 663 571 000	20 566 571 000	97 000 000	20 566 571 000	100	20 566 571 000	20 566 571 000	100	20 566 571 000	20 566 571 000	0
Investissements exécutés par l'état	446 000 000	0	150 000 000	0	596 000 000	189 090 142	406 909 858	179 532 142	30	104 780 463	94 811 823	16	82 719 583	82 719 583	0
Transfert en capital	21 054 000 000	0	0	8 320 000 000	29 374 000 000	20 081 000 000	9 293 000 000	20 081 000 000	68	20 081 000 000	20 081 000 000	68	20 081 000 000	20 081 000 000	0
68 - Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	28 555 803 000	0	520 000 000	0	29 075 803 000	13 287 083 141	15 788 719 859	13 199 483 141	45	13 071 784 198	13 064 261 118	45	12 793 101 978	12 784 844 475	8 257 503
Dépenses de fonctionnement	238 981 000	0	0	0	238 981 000	132 038 398	106 942 602	131 938 398	55	105 895 548	99 222 468	42	88 415 665	86 127 103	2 288 562
Transferts courants	703 822 000	0	220 000 000	0	923 822 000	376 911 000	546 911 000	376 911 000	41	376 911 000	376 911 000	41	376 911 000	376 911 000	0
Investissements exécutés par l'état	8 300 000 000	0	0	0	8 300 000 000	425 810 076	7 874 189 924	338 310 076	4	236 653 983	235 803 983	3	233 783 646	227 814 705	5 968 941
Transfert en capital	19 313 000 000	0	300 000 000	0	19 613 000 000	12 352 323 667	7 260 676 333	12 352 323 667	63	12 352 323 667	12 352 323 667	63	12 093 991 667	12 093 991 667	0
75 - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	116 425 430 000	0	280 000 000	1 885 000 000	118 590 430 000	71 199 275 460	47 391 154 540	70 782 789 886	60	69 562 647 840	69 562 647 840	59	69 455 446 723	69 440 780 723	14 666 000
Dépenses de fonctionnement	2 599 972 000	0	0	0	2 599 972 000	922 603 692	1 677 368 308	621 103 792	24	197 619 569	197 619 569	8	178 764 570	178 749 570	15 000
Transferts courants	93 255 458 000	0	280 000 000	0	93 535 458 000	60 119 952 708	33 415 505 292	60 029 952 708	64	60 029 952 708	60 029 952 708	64	60 029 952 708	60 015 301 708	14 651 000
Investissements exécutés par l'état	12 415 000 000	0	0	0	12 415 000 000	989 219 060	11 425 780 940	964 233 386	8	167 575 563	167 575 563	1	79 229 445	79 229 445	0
Transfert en capital	8 155 000 000	0	0	1 885 000 000	10 040 000 000	9 167 500 000	872 500 000	9 167 500 000	91	9 167 500 000	9 167 500 000	91	9 167 500 000	9 167 500 000	0
82 - Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et	15 127 048 000	0	389 300 000	0	15 516 348 000	7 763 486 040	7 752 861 960	7 763 486 040	50	7 729 674 556	7 728 984 556	50	7 728 984 556	7 728 984 556	0
Dépenses de fonctionnement	139 970 000	0	0	0	139 970 000	109 947 040	30 022 960	109 947 040	79	76 135 556	75 445 556	54	75 445 556	75 445 556	0
Transferts courants	4 987 078 000	0	389 300 000	0	5 376 378 000	2 653 539 000	2 722 839 000	2 653 539 000	49	2 653 539 000	2 653 539 000	49	2 653 539 000	2 653 539 000	0
Transfert en capital	10 000 000 000	0	0	0	10 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	50	5 000 000 000	5 000 000 000	50	5 000 000 000	5 000 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION : 2015

MOIS : 06-2015

à la date du 30/06/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Report de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (9= (8/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)* 100	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (15=13-14)
Totaux (1)	1 356 022 000 000	0	0	32 934 904 498	1 388 956 904 498	690 377 627 583	698 579 276 915	680 139 790 506	49	619 286 456 651	615 212 651 188	44	604 043 717 265	565 311 190 492	38 732 526 773

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises